

Le recrutement des mandataires publics est soumis à un concours

Elles sont 15 entreprises dont les mandataires publics (Président du Conseil d'Administration, Administrateurs, Directeur général, D-G Adjoint) seront désormais nommés par une ordonnance présidentielle suite à un concours, aux termes d'un arrêté n°001/CAB/MIN/PF/JS/2026 daté du 11 avril 2026 signé par la ministre du Portefeuille Julie Shiku portant mise en place du processus compétitif de sélection des mandataires publics dans 15 entreprises publiques. Les entreprises concernées : Cadeco S.A, Cobil S.A, Cvm S.A, Gécamines S.A, Lmc S.A, Onatra S.A, Régideso S.A, RVA S.A, Sakima S.A, Scept S.A, Sncc S.A, Snél S.A, Sokimo S.A, Sonahydroc S.A, Sonas S.A. (Lire suite page 3).

THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER

international

SINCE 1989

N°1670 | Mercredi 5 août 2026 | 20 pages €7 \$8

Tony Kanku Shiku écoute à Bruxelles

Il ne dira que son nom est connu partout au Congo. Il est comme le nouveau Premier ministre du Royaume Uni Andy Burnham. Tony Kanku Shiku, TKS pour ses intimes, est pourtant un acteur politique de tout premier plan, le chef de la troisième force parlementaire du pays, la Plateforme Électorale et Politique des Alliés Attachés au Peuple, PÉP-AAAP, dont il exerce sans faille le leadership au titre de Haut Représentant de l'Autorité Morale, le Président de la République Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo. La PÉP-AAAP compte 37 députés au sein de l'Assemblée Nationale. On citerait des personnalités clés, d'anciens ministres incarnant des espaces géographiques, Lambert Mende Omalanga, Tryphon Kin-kiey Mulumba, Jean-Marie Kalumba Yuma, un ancien Gouverneur de la Banque Centrale Jean-Claude Masangu Mulongo, Steve Mbikayi Mabuluki, etc., deux puissants hommes d'affaires originaires du Nord et Sud Kivu, Singoma Mwanza Hamisi et Olive Mudekereza Namegabe, deux Sénatrices Neferiti Ngudianza Bayokisa Kisula et Isabelle Kabamba wa Umba. Dans le Gouvernement Judith Suminwa Tuluka, TKS dispose d'une Vice-Primature de l'Économie nationale et d'importants portefeuilles, Mines, Environnement, Développement durable et Nouvelle Économie du Climat, Portefeuille de l'État dirigés respectivement par Daniel Mukoko Samba, Louis Watum Kabamba, Marie Nyange Ndambo, Julie Kanku Shiku. De là le poids de cet homme politique majeur sur la scène nationale à un moment de bascule avec le Dialogue annoncé par le Chef de l'État. En séjour à Bruxelles, la capitale de l'ex-puissance coloniale pour laquelle, le Congo, selon un ancien Premier ministre belge Guy Verhofstadt, «offre à la Belgique une lucarne sur le monde» qui permet au monde d'observer le Congo, TKS a créé un cadre dans l'un des bâtiments d'exception, sur la plus mythique avenue de la capitale européenne et multiplié les rencontres avec des personnalités de divers horizons. Consultations avant l'heure? Il voulait écouter, comprendre et il n'y a pas de bataille qu'on prépare la veille. Lire page 2.

L'habitude et les traits surprenants des personnes les plus intelligentes

Longtemps considéré comme l'étalon de l'intelligence, le QI ne fait plus l'unanimité. L'intelligence est désormais définie selon les traits de personnalité des individus. Chacun possède son propre regard sur le monde. Cette profusion de pensées et concepts a inspiré un modèle rendant mieux compte de la diversité de nos facultés: «les intelligences multiples». Mieux les cerner permet de décupler nos forces. Un enjeu majeur développé dans une vaste étude américaine menée sur plus de vingt ans ! Après avoir analysé près de 600 parents et enfants, les chercheurs ont identifié l'existence de traits de caractère communs aux esprits les plus brillants. Lire page 14.

À Bruxelles, Tony Kanku Shiku écoute

Il est comme le nouveau Premier ministre du Royaume Uni Andy Burnham. Discret ! Tony Kanku Shiku, TKS pour ses intimes, est pourtant un acteur politique de tout premier plan, le chef de la troisième force parlementaire du pays, la Plateforme Électorale et Politique des Alliés Attachés au Peuple, PÉP-AAAP, dont il exerce sans faille le leadership au titre de Haut Représentant de l'Autorité Morale, le Président de la République, Chef de l'État, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo.

La PÉP-AAAP compte 37 députés au sein de l'actuelle Assemblée Nationale. On peut citer des personnalités clés, d'anciens ministres incarnant d'importants et stratégiques espaces politiques et démographiques du pays, Lambert Mende Omalanga, Tryphon Kin-kiey Mulumba, Jean-Marie Kalumba Yuma, un ancien Gouverneur de la Banque Centrale Jean-Claude Masangu Mulongo, Steve Mbikayi Mabusuku, deux puissants hommes d'affaires originaires du Nord et Sud Kivu, Singoma Mwanza Hamisi et Olive Mudekerezza Namegabe, deux Sénatrices Nefertiti Ngudianza Bayokisa Kisula et Isabelle Kabamba wa Umba. Dans le Gouvernement Judith Suminwa Tuluka, TKS dispose d'une Vice-Primature de l'Économie nationale et d'importants portefeuilles, Mines, Environnement, Développement durable et Nouvelle Économie du Climat, Portefeuille de l'État, diri-



TKS - Tony Kanku Shiku - le Chef de la troisième force politique et parlementaire du Congo, la PÉP-AAAP. DR.

gés respectivement par Daniel Mukoko Samba, Louis Watum Kabamba, Marie Nyange Ndambo, Julie Kanku Shiku. De là le poids de cet homme politique majeur sur la scène politique nationale à un moment de bascule avec le Dialogue annoncé par le Chef de l'État.

LA LIGNE TRACÉE DE LA PÉP-AAAP. En séjour à Bruxelles, la capitale de l'ex-puissance coloniale pour laquelle, le Congo, selon un ancien Premier ministre belge Guy Verhofstadt, «offre à la Belgique une lucarne sur le monde» qui permet au monde d'observer le Congo, TKS a créé un cadre et multiplié les rencontres avec des personnalités politiques et autres pour les écouter et

les comprendre. Consultations avant l'heure ? La bataille ne se prépare nullement la veille. Si toutes les opportunités peuvent être mises sur la table, les lignes rouges doivent être pensées, échangées, partagées, tracées. Elles venaient de tous les horizons. Dans le hall de l'un des bâtiments bruxellois d'exception, chacun attendait calmement son tour sur le modèle de ce qui se passe dans l'autre immeuble du boulevard du 30-Juin. Le protocole qui appelait et accompagnait était aux aguets. Ce jour-là, dans l'après-midi de samedi 18 juillet à Kinshasa, avant qu'il ne se rende à l'Aéroport International de N'Djili pour son vol SN sur Zaventem, TKS avait

réuni ses têtes couronnées de la PÉP-AAAP - présidents de partis politiques et de regroupements, députés nationaux et sénateurs, ministres - dans la plus prestigieuse salle du Fleuve Congo Hotel, au lendemain de l'annonce publique du Dialogue faite le 17 juillet par le Président de la République Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo lui-même à une délégation d'évêques des Églises Catholique, du Christ au Congo, de Réveil du Congo, de la Communauté musulmane du Congo. Au sortir de la rencontre du Fleuve Congo Hotel, une déclaration politique avait été lue devant les médias, donnant la ligne de la PÉP-AAAP, qui saluait « l'engagement du Président de la République, Chef de l'État, Félix-Antoine Tshi-

sekedi Tshilombo, à formaliser prochainement un dialogue national inclusif, dans le strict respect des institutions établies par le peuple congolais ». Puis, « le dialogue est, comme l'a toujours affirmé le chef de l'État, le point d'aboutissement idéal de la crise que traverse le pays ». Pour la PÉP-AAAP, « ce dialogue doit permettre de consolider la réconciliation nationale, l'unité nationale et la cohésion nationale, considérées comme les principaux instruments pour mettre fin à l'agression rwandaise ». La déclaration condamnait la persistance de tueries de civils congolais perpétrées par les troupes rwandaises, qui continuaient d'occuper certaines zones de l'est du

Congo, ainsi que par leurs supplétifs de l'AFC-M23 et les terroristes de l'ADF/MTN. Des « actions (qui) s'inscrivent en violation des résolutions 2773 et 2808 du Conseil de sécurité des Nations unies, malgré les accords de Washington ». Pour la PÉP-AAAP, « le dialogue national ne sera véritablement pertinent que s'il débouche, en définitive, sur la mise en place d'un front uni des Congolais contre l'agression rwandaise et le terrorisme de l'ADF ». D'aucuns critiquent la Belgique, la qualifiant de « minuscule État », elle n'en reste pas moins, pour le Congo, « la vitrine par laquelle le monde regarde le Congo », selon l'expression de Yves Leterme, l'homme qui fut Premier ministre de la Belgique à plusieurs

reprises entre 2008 et 2011, et selon un autre Premier ministre belge Guy Verhofstadt, « le Congo offre à notre pays (la Belgique, ndlr) une lucarne sur le monde que nous ne pouvons pas ignorer et refuser ». Pour le Congo, la Belgique est un levier d'influence globale. On doit lui reconnaître son rôle historique, diplomatique et celui de hub médiatique, la plaque tournante pour l'analyse politique, les médias et les décisions européennes concernant le Congo. Qui ignore que les événements du Congo sont analysés et relayés en Europe et dans le monde depuis des canaux belges. Le jour où il regagnera le Congo, TKS atterrira avec une belle moisson entre les mains.

ALUNGA MBUWA ■

Le recrutement des mandataires dans certaines entreprises publiques passera par un concours

Aux termes d'un arrêté n°001/CAB/MIN/PF/JS/2026 daté du 11 avril 2026 signé par la ministre du Portefeuille Julie Shiku portant mise en place du processus compétitif de sélection des mandataires publics dans quinze entreprises du portefeuille de l'État, ces entreprises verront désormais leurs mandataires publics (Président du Conseil d'Administration, Administrateurs, Directeur général et Directeur général Adjoint pour certaines firmes) nommés par une ordonnance présidentielle suite à un concours.

Les entreprises concernées :

- La Caisse Générale d'Épargne du Congo (Cadeco S.A);
- La Cobil S.A (ex. Mobil Oil Congo) ;
- La Congolaise des Voies Maritimes (CVM S.A) ;
- La Générale des Carrières et des Mines (Gécamines S.A) ;
- Les Lignes Maritimes Congolaises (LMC S.A) ;
- L'Office National des Transports (Onatra S.A) ;
- La Régie de Distribution d'Eau (Régideso S.A) ;
- La Régie des Voies Aériennes (RVA S.A);
- La Société Aurifère du Kivu et du Maniema (Sakima S.A) ;
- La Société Congolaise des Postes et Télécommunications (Sépt S.A) ;
- La Société Nationale des Chemins de Fer du Congo (Sncc S.A);
- La Société Nationale d'Électricité (Snél S.A) ;
- La Société Minière de Kilo Moto (Sokimo S.A) ;
- La Société Nationale des Hydrocarbures du Congo (Sonahydroc S.A) ;
- La Société Nationale d'Assurances (Sonas S.A).

L'arrêté invoque « les exigences d'efficacité, de bonne gouvernance et d'intégrité dans la gestion des entreprises du Portefeuille de l'État » et

« la nécessité d'encadrer, de manière crédible, traçable et compétitive, la sélection des mandataires publics au sein des entreprises publiques susvisées ». L'arrêté est pris suite aux « orientations approuvées par le Gouvernement dans le cadre de la réforme de la gouvernance des entreprises publiques ».

«APPEL PUBLIC À CANDIDATURES».

Aux termes de l'art. 2 de cet arrêté, « le processus compétitif de sélection des mandataires publics s'effectue dans le respect des principes d'égalité des chances, de transparence, d'inclusivité, d'impartialité, de traçabilité, de promotion du genre et de méritocratie. L'appel public à candidatures constitue la procédure de droit commun. Le recours à un vivier de candidats n'est admis qu'à titre exceptionnel, dans le cadre d'une procédure d'urgence applicable aux processus sensibles ou lorsqu'il s'avère nécessaire de sécuriser préalablement la base des profils appelés à concourir ».

L'art. 3 établit les « conditions d'éligibilité ». « Sont éligibles aux postes de mandataires publics, les candidats remplissant les conditions prévues par :

- les articles 3 et 11 de la Loi n°08/010 du 7 juillet 2008, fixant les règles relatives à l'organisation et à la gestion du Portefeuille de l'État;
- les articles 3 et 3 bis du Décret n°13/055 précité.

Les candidats devront satisfaire aux conditions complé-

mentaires suivantes :

- 1. être de nationalité congolaise;
- 2. jouir d'une bonne moralité et d'une réputation professionnelle irréprochable;
- 3. démontrer des capacités techniques, intellectuelles et professionnelles, ainsi qu'une expérience avérée dans le secteur concerné ;
- 4. n'avoir encouru aucune condamnation définitive à une servitude pénale principale, ou à des travaux forcés, notamment en tant qu'auteur, coauteur ou complice ;
- de détournements des deniers publics ou privés;
- d'abus de confiance;
- de faux et usage de faux en écriture ;
- de faux monnayage;
- de contrefaçon ou falsification de billets de banque, d'effets publics, d'actions, d'obligations, de coupons d'intérêt;
- d'émission de chèques sans provision;
- de corruption, blanchiment des capitaux, financement du terrorisme ou tout autre crime organisé visé par les conventions internationales;
- 5. n'avoir été reconnu responsable d'aucune faillite ou condamné pour banqueroute, ni sanctionné pour prise illégale d'intérêts ;
- 6. ne jamais avoir été révoqué de ses fonctions antérieures pour mauvaise gestion établie ;
- 7. avoir une excellente maîtrise du français oral et écrit;
- 8. maîtriser les outils informatiques de base ;
- 9. être âgé d'au moins vingt-cinq (25) ans ;
- 10. ne pas avoir atteint l'âge de soixante-dix (70)

ans. Toute fausse déclaration, dissimulation d'information ou production de document falsifié entraîne l'exclusion immédiate du processus, sans préjudice des poursuites prévues par la loi ».

L'art. 4 traite du déroulement général du processus qui « comprend quatre phases :

- 1. l'appel à candidatures ou, à titre exceptionnel, la constitution d'un vivier de candidats dans le cadre de la procédure d'urgence ;
- 2. la phase de qualification des candidatures, consistant à vérifier la conformité des dossiers et l'éligibilité des candidats;
- 3. la phase des tests techniques adaptés aux exigences du poste concerné ;
- 4. l'établissement, pour chaque poste, d'un rapport de classement motivé identifiant les trois meilleurs profils.

Sans préjudice de l'autonomie technique du Comité de Recrutement des Mandataires Publics dans la conduite des évaluations, les principales étapes du processus sont soumises à la non-objection du Ministre du Portefeuille, préalablement à la poursuite de la procédure ».

L'art. 5 met en place un Comité de Recrutement des Mandataires Publics, CRMP, « organe consultatif chargé de conduire le processus d'évaluation des candidatures sous l'autorité du Ministre ayant le Portefeuille dans ses attributions ».

Il « veille à l'intégrité, à l'objectivité, à la traçabilité et à la régularité du processus ». Il est composé de cinq membres

désignés par arrêté du Ministre du Portefeuille, à savoir :

- le Directeur de Cabinet du Ministre du Portefeuille, Président ;
- un expert désigné par la Présidence de la République;
- un expert désigné par la Primature ;
- deux experts relevant du Ministère du Portefeuille.

« Les membres du CRMP disposent d'une voix délibérative. Le CRMP statue à la majorité simple de ses membres. En cas de partage égal des voix, celle du Président est prépondérante ».

À l'art. 7, le ministère du Portefeuille « peut recourir à un cabinet de consultants spécialisé, sélectionné conformément à la réglementation applicable, chargé de concevoir les outils d'évaluation, d'appuyer le secrétariat technique du processus et, le cas échéant, d'assurer le sourcing des profils dans le cadre de la procédure d'urgence. Le cabinet de consultants spécialisé assiste le CRMP à chaque étape du processus, sans voix délibérative. Le cabinet de consultants spécialisé produit les rapports techniques, assure la documentation du processus et contribue à son audibilité ». « Le Ministère du Portefeuille lance l'appel public à candidatures par voie de publication dans les médias et sur tout support approprié. L'appel à candidatures précise notamment :

- les postes à pourvoir;
- les conditions d'éligibilité;
- la composition du dossier de candida-

ture ;

- les modalités de dépôt;
- les délais de transmission;
- les critères généraux d'évaluation ».

L'art. 9 porte sur la « procédure d'urgence ».

« Lorsque l'urgence le justifie, le ministre du Portefeuille peut autoriser, à titre exceptionnel, le recours à une procédure d'urgence fondée sur un vivier de candidats. Le vivier de candidats est alors constitué, de manière équilibrée, à partir de profils issus du sourcing, de la promotion interne et des propositions institutionnelles reçues par le Ministère du Portefeuille. La décision de recourir à la procédure d'urgence est spécialement motivée ».

Sur la « qualification des candidatures », cette phase « consiste à vérifier la recevabilité des candidatures, la conformité des dossiers et le respect des conditions d'éligibilité. Sous la supervision du CRMP, le cabinet de consultants spécialisé assiste à l'examen des candidatures et prépare le rapport de qualification, indiquant les candidats déclarés recevables et ceux écartés, avec les motifs y afférents ».

Sur les « tests techniques », « les candidats déclarés recevables sont soumis à des tests techniques conçus par le cabinet de consultants spécialisé et administrés sous la supervision du CRMP. Les modalités exactes des épreuves sont adaptées aux exigences propres à chaque poste et arrêtées de manière à garantir l'objectivité de l'éva-

luation, tout en ménageant la souplesse nécessaire selon la nature des fonctions concernées ». « À l'issue de l'évaluation technique, le CRMP remet au ministre du Portefeuille, pour avis et suite utile, un rapport de classement motivé faisant ressortir les trois meilleurs profils ».

L'art. 13 porte sur « la transmission des propositions », le ministre du Portefeuille « transmet au Président de la République, pour chaque poste, la liste des trois candidatures retenues, accompagnée du rapport de classement motivé, en vue de la nomination par ordonnance présidentielle, conformément aux textes en vigueur ».

Le 30 juillet, le ministère du Portefeuille a lancé un « avis d'appel public à candidature » et, le jour même, un communiqué n°003 de la Cellule de Communication du ministère du Portefeuille a assuré que ce processus « traduit la vision de SE Monsieur Félix-Antoine Tshikseki Tshilombo (...) mise en œuvre sous le leadership de SE Me Judith Suminwa Tuluka, Première ministre, Cheffe du Gouvernement. Il consacre la volonté du Gouvernement de faire de la désignation des mandataires publics un mécanisme fondé sur le mérite, la transparence, l'équité, l'égalité des chances et l'objectivité, afin de doter les entreprises du Portefeuille de dirigeants compétents et de renforcer durablement leur gouvernance et leur performance ».

D. DADEI

LA PRÉCISION DU FAIT
LA RECHERCHE DU DÉTAIL
LA PUISSANCE DU VERBE
LA FORCE D'UN MÉDIA.

THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER

international

SINCE 1989

Dialogue, à quel prix?

Le problème du Dialogue annoncé le 17 juillet par le Président de la République Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo à une délégation d'évêques des Églises Catholique, du Christ au Congo, de Réveil du Congo, de la Communauté musulmane du Congo, ce n'est pas des dirigeants des Églises congolaises qui vantent publiquement, solennellement, incroyablement Paul Kagame devant des médias quand Paul Kagame, le président du Rwanda, détruit publiquement, solennellement, incroyablement le Congo, et qu'il annonce un projet d'annexion définitive des territoires congolais à son pays, qu'il dit et répète sans cesse désormais lui appartenir, quand Paul Kagame détruit les évêques de son pays, le Rwanda, leur cloue le bec, évince ses opposants sans que cela n'émeuve personne sur terre.

Le problème du Dialogue annoncé ce n'est pas sa tenue ou sa non-tenue - en démocratie, le dialogue est permanent et, face à une crise, le dialogue rapproche et soude les hommes, assure l'unité - mais l'unité ne fait nullement reculer l'agression. Qui ne penserait à l'Ukraine si unie politiquement, patriotiquement autour de son président Volodymyr Zelensky ou à l'Iran si rangé derrière le Chef Suprême, les Pasdars, les Gardiens de



À la Cité de l'Union africaine, à Kinshasa, le Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo a accordé une audience à une délégation de représentants des confessions religieuses congolaises et a fait annoncer à l'issue de cette audience de près de deux heures par le Cardinal Fridolin Ambongo Besungu l'organisation d'«un dialogue national inclusif». DR.

la Révolution mais ces deux pays et leurs régimes auraient-ils pu sortir la tête de l'eau comme c'est le cas présentement - le premier face à la puissante armée russe, le deuxième face à l'armada américano-israélienne - s'ils n'avaient pas disposé et déployé avec détermination une puissance de feu qui fait réfléchir et fait reculer l'adversaire ?

LE RETRAIT DE NANGAA.

Qui n'a pas vu ce western spaghetti emblématique franco-italien-espagnol «le Soleil rouge» sorti en France le 15 septembre 1971 qui fait réfléchir avec Charles Bronson, Alain Delon, Ursula Andress, Toshirō Mifune, Germaine Lefebvre Capucine, Guido Lollobrigida, qui montre que face à l'ennemi commun - une bande de hors-la-loi - qui, en 1870, en Arizona, quand l'ambassadeur du Japon Sakagushi, accompagné de deux samourais, Kuroda et

Namuro, se rend, en train à Washington, à bord d'un wagon privé pour prendre ses fonctions, ces hors-la-loi attaquent le train, s'emparent d'une cargaison d'or et d'un sabre de grande valeur que l'ambassadeur souhaitait offrir au président des États-Unis et que le samourai est chargé par son ambassadeur de retrouver le sabre sous sept jours, faute de quoi il devra se faire hara-kiri - le suicide par éviscération -, le camp doit resserrer les rangs mais pour gagner, il doit sortir l'artillerie lourde pour se faire craindre et se faire respecter. Mais les armes seules ne suffisent pas. Le camp doit compter sur des hommes engagés (le casting), la discipline, la conduite du projet, la gouvernance. Sans l'armada, sans les hommes, que faire devant un agresseur surarmé, déterminé, que l'extérieur appuie et appuie matériellement et diplomatiquement ?

Les discours récents et répétés de Paul Kagame n'éclairent-ils pas la pensée du régime rwandais d'aujourd'hui quand il déclare : « l'AFC-M23 n'est rien. Ils peuvent s'en aller, retourner chez eux. Mais les causes profondes de cette guerre seront réglées par la récupération de nos territoires cédés au Congo par les colons belges ». Ne faut-il pas y voir là les raisons de l'annonce du retrait de Nangaa du projet de dialogue ? Sans le casting (les hommes), sans les armes, le Congo peut-il échapper à la soudanisation-balkanisation ? Le pays n'est-il dans la situation d'une famille fusionnelle qui voit des hommes lourdement armés, des assassins froids et impitoyables pénétrer dans son salon, y prendre place, décidés d'y rester ? Quelles scènes le père, la mère, les enfants vont désormais voir ? L'accaparement des stocks de vivres

gardés au congélateur, l'occupation des chambres des parents, des scènes obscènes de viol de la mère, des filles, etc. Si cette famille n'a rien vu venir, n'a aucune défense - les armes - ne va-t-elle pas assister à un carnage sauf à accepter de se laisser dépouiller de tout en abandonnant ses biens ? Quand des Églises vantent incroyablement Paul Kagame, cela rappelle février 2021 quand les mêmes Églises en visite à Kindu, chef-lieu de la province du Maniema, à l'est, ont loué des infrastructures érigées par l'ancien Premier ministre Augustin Matata Ponyo Mapon en appelant les hommes politiques de leurs provinces à suivre cet exemple. Mais quel exemple ? Avaient-ils oublié ou n'étaient-ils pas informés - ce qui est grave - que les millions de \$US mis dans l'érection de cette Université de Mapepe - du nom de l'ancien Premier

ministre qui fut aussi ministre des Finances - provenaient de fonds détournés d'un projet à l'ouest tant vanté du parc agro-industriel de Bukanga Lonzo ?

ON A LE TOURNIS.

À Kindu, on avait pu entendre des phrases glorieuses de la bouche des évêques. «M. Matata Ponyo mérite d'être hissé parmi les Congolais les plus respectables. Ce qu'il a fait de Kindu, c'est une partie de la République élevée. Si chaque Premier ministre congolais arrivait ce qu'il a fait, on aurait un exemple d'un village où il y aurait plusieurs foyers de feu et qui serait alors éclairé (...) Ce pays peut être développé quand il y a de la bonne volonté (...). Un exemple à recommander aux autres pour que le pays aille de l'avant (...) Il faut respecter M. Matata. Il faut avoir le courage de parler de bien de lui (...)». Qu'est-ce qui se

passé dans la tête de cette « élite » congolaise ? Mardi 20 mai 2025, le verdict tombe. À la Cour constitutionnelle, Matata condamné à 10 ans de travaux forcés pour détournement de 240 millions de \$US de fonds publics. La justice ordonne la confiscation de tous ses biens. Au soir du prononcé, avec la complicité de cette « élite », le condamné s'évade, trouve refuge à l'étranger, prend place avec des opposants qui l'acceptent. Le 20 juillet 2026, le Congo voit au bas d'un communiqué de presse le nom de Matata. Intitulé «le C64 donne une chance au dialogue et attend des actes avant le 15 août 2026», on lit : «(...) Si le dialogue national inclusif n'est pas officiellement convoqué au plus tard le 15 août 2026, ou si les engagements annoncés demeurent sans traduction concrète, la Coalition en tirera toutes les conséquences politiques et appellera le peuple congolais (...) à reprendre les actions citoyennes». Comment suivre la vie politique du Congo ? Quels risques ? Quel crédit lui accorder ? Quelle légitimité ? C'est le tournis. Je poste un X (tweet @kkmtry) qui fait le buzz (en une journée, plus de quarante mille vues, merci mes Compatriotes, merci mes followers). «Un détournement de millions de \$US de fonds publics, condamné par la plus haute justice du pays, s'évade au soir du prononcé, trouve refuge à l'étranger, s'associe avec des opposants, signe une sommation adressée aux Institutions réclamant le dialogue, etc., Dieu aide mon pays ».

KKMTRY

Prenez-le dans les librairies du monde

Trouvez votre exemplaire à la fnac.com, amazon.com ou dans les librairies de Kinshasa

Quand un acteur politique majeur
de l'intérieur dévoile les arcanes du pouvoir congolais



Parution le 22 janvier 2026. Format 140x210 mm, 448 pages, 20€ TTC contact presse : Anne Testuz anne@atestuz.com tél : 0664190065
Éd. © Le Cherche-Midi, 92 avenue de France, 75013, Paris seviceclients@lisez.com Composition : Facompo Dépôt légal : Janvier 2026 ISBN 978-2-7491-8537-8

Daniel Mukoko Samba rend visite au GUCE et se préoccupe d'accès aux services sociaux de base



En compagnie du ministre d'État de la Justice Guillaume Ngefa Atondoko, le Vice-premier ministre en charge de l'Économie nationale Daniel Mukoko Samba en visite au GUCE, reçu par la Directrice Générale a.i du GUCE, Mme Mabibi Kisolokele. DR.

Le Vice-Premier ministre en charge de l'Économie nationale, Daniel Mukoko Samba a effectué mardi 28 juillet 2026 une visite de travail au Guichet Unique de Création d'Entreprise (GUCE) afin d'évaluer le fonctionnement de cette structure stratégique et de constater les progrès réalisés dans le processus de création et de formalisation des entreprises en République démocratique du Congo, a annoncé un communiqué de presse n°150/2026 daté du 28 juillet 2026 de la Cellule de Communication de la Vice-Primature de l'Économie Nationale.

Accompagné du Ministre d'État en charge de la Justice et Garde des Sceaux Guillaume Ngefa Atondoko, Daniel Mukoko Samba a parcouru les différentes installations du Guichet Unique. La délégation a notamment visité

les bureaux de la Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et de Participations (DGRAD), où débute le processus d'enregistrement des entreprises, la banque chargée de l'encaissement des frais, le service de notariat, le service des folios, le bureau de vérification ainsi que le service informatique, entre autres. À l'issue de cette visite, le Vice-Premier Ministre s'est entretenu avec l'équipe dirigeante du GUCE. À cette occasion, la Directrice Générale a.i Kisolokele Mvete a présenté les principales avancées réalisées par l'établissement tout en plaidant pour un renforcement des capacités opérationnelles du Guichet.

Elle a notamment insisté sur la nécessité d'étendre les représentations du GUCE dans plusieurs provinces du pays et de moderniser davantage les outils informatiques afin de permettre aux entrepreneurs d'effectuer l'ensemble des démarches de création d'entreprise en ligne. La Direction Générale a également présenté au Vice-Premier Ministre le nouveau site Internet du GUCE, conçu dans le cadre de la modernisation des services. Cette plateforme numérique per-

met désormais aux requérants de bénéficier d'une proposition de la forme juridique la plus adaptée à leur projet, de suivre en temps réel l'évolution de leur dossier et de simplifier l'ensemble des procédures administratives liées à la création d'entreprise. La Directrice générale a.i a salué le partenariat développé avec le ministère de l'Économie nationale qui a permis la mise en place d'une plateforme dédiée à l'accompagnement du processus de formalisation des activités économiques, dans le cadre du vaste programme de formalisation de masse ayant abouti à la délivrance des attestations d'activité des entrepreneurs (E1). À cet effet, une application mobile est désormais disponible et permet aux entrepreneurs de se faire formaliser en moins de 48 heures.

Prenant la parole, le Vice-Premier Ministre Daniel Mukoko Samba a rappelé que le Guichet Unique de Création d'Entreprise est une institution clé dans la politique gouvernementale d'amélioration du climat des affaires.
« Le Guichet Unique de Création d'Entreprise
(suite en page 7).

Daniel Mukoko Samba a présidé une réunion d'accélération à l'accès à l'eau et à l'électricité



Sur instruction de Mme la Première ministre, Cheffe du Gouvernement, le VPM de l'Économie nationale Daniel Mukoko Samba a présidé la première réunion de coordination consacrée à l'élaboration d'un programme gouvernemental d'accélération de l'accès à l'eau potable et à l'électricité dans les territoires enclavés. DR

(suite en page 8).

est la structure où naissent les entreprises et où elles amorcent leur développement. Notre économie demeure largement informelle, mais ce qui se passe dans le secteur informel ne devrait pas y rester. Notre objectif est de rapprocher les activités informelles de l'administration afin de favoriser leur formalisation. C'est un processus gagnant-gagnant : l'État y gagne en recettes fiscales, tandis que les entrepreneurs et leurs travailleurs bénéficient de la sécurité juridique, de l'accès au financement et des opportunités offertes par l'économie formelle », a déclaré le Vice-Premier Ministre.

Il a souligné que le ministère de l'Économie nationale poursuit ses efforts pour lever les obstacles qui freinent la formalisation des activités économiques, tandis que le GUCE joue un rôle déterminant en simplifiant les procédures administratives et en facilitant la création des entreprises. Daniel Mukoko Samba a annoncé que les premiers résultats du programme de formalisation des acteurs économiques seront prochainement rendus publics, afin de mettre en lumière les avancées enregistrées dans l'intégration progressive des opérateurs du secteur informel au tissu économique formel.

Dans un autre communiqué de presse n°151/2026 daté du même mardi 28 juillet, la Cellule de communication de la Vice-Présidente en charge de l'Économie nationale a annoncé que sur instruction de Mme la Première Ministre, Cheffe du Gouvernement Judith

Suminwa Tuluka, le Vice-Premier Ministre Daniel Mukoko Samba a présidé ce même jour une réunion de déclenchement d'un processus au niveau gouvernemental d'accélération de l'accès à l'eau potable et à l'électricité.

Cette rencontre de prise de contact avec «les parties prenantes» a réuni autour de Daniel Mukoko Samba le Directeur général de l'Office national de l'hydraulique rurale (ONHR), le Directeur technique de la RÉGIDESO, l'Entreprise de distribution d'Eau, le Directeur général de l'ANSER et des responsables d'autres services publics concernés dont ceux de la Société Nationale d'Électricité (SNÉL) en présence du Vice-ministre en charge du Budget, Élysé Bokumwana Maposo. La réunion a permis d'élaborer une proposition gouvernementale destinée à accélérer l'accès à l'eau potable et à l'électricité dans les territoires les plus enclavés de la République démocratique du Congo. Cette première séance de travail avait pour objectif de définir une méthodologie en vue de l'élaboration d'un programme d'intervention rapide, concret et réaliste.

Le Vice-Premier ministre Daniel Mukoko Samba a invité les responsables des différentes structures publiques concernées à présenter l'état des lieux de leurs interventions, en particulier dans les provinces du Sankuru et de la Tshuapa qu'il venait de visiter lors d'une mission officielle. Le Directeur général de l'Agence nationale de l'électrification et des services énergétiques en milieu rural et périurbain (ANSER) a indiqué que plusieurs projets d'électrification sont en cours depuis 2022 dans le territoire de Lomela, au Sankuru, ainsi que deux

autres projets à Katako-Kombe, déjà approuvés par le Gouvernement. Dans la province de la Tshuapa, deux projets sont également prévus dans les territoires de Bokungu et de Djolu. Selon lui, la principale contrainte demeure la mobilisation des ressources financières nécessaires à leur mise en œuvre.

Évoquant également le projet hydroélectrique de Losambo, d'une capacité estimée à 1.000 MW, le Vice-Premier en charge de l'Économie nationale a demandé que l'ensemble des projets soit consolidé dans un tableau récapitulatif précisant leur état d'avancement, les besoins de financement ainsi que les études techniques déjà disponibles. S'agissant de l'accès à l'eau potable, les responsables du secteur ont relevé que le taux de desserte en milieu rural demeure particulièrement faible, notamment dans la province de la Tshuapa, où il est estimé à 3 %, contre 32 % dans le Sankuru. Ils ont également souligné la nécessité de renforcer les capacités de la RÉGIDESO, déjà présente dans le Sankuru, et de réhabiliter les infrastructures existantes dans la Tshuapa.

Clôturent les échanges, le Vice-Premier Ministre Daniel Mukoko Samba a indiqué que cette réunion a permis de disposer d'une base de travail solide. Il a instruit les différentes structures concernées de transmettre des données actualisées sur les projets, les besoins de financement et les priorités, afin de permettre au Gouvernement de formuler des solutions concrètes pour accélérer l'accès des populations à l'eau potable et à l'électricité.



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE NATIONALE

Depuis un an que l'émission Parcours continue d'inspirer

Vendredi 13 juin 2025 - il y a un an - le journaliste Thierry Kambundi arrachait par quel miracle pour son émission **Parcours** neuf heures d'enregistrement au Professeur Honorable Tryphon Kin-kiey Mulumba, lui-même journaliste de formation du grand Centre de Formation des Journalistes, CFJ, à Paris, et acteur politique congolais. Un an après, l'émission est donnée comme l'une des plus suivies de ce programme.

Face à ce brillant journaliste congolais, je n'ai évité aucune question. Et mon « **Parcours** » grimpe sur les toits.

Tous le savent : je n'ouvre pas la bouche vaille que vaille. « Un homme public, ça la ferme ou ça s'en va », a enseigné le sage politique français Jean-Pierre Chevènement.

Je connais Thierry Kambundi, le journaliste de TopCongo formé professionnellement, qui sait trouver les mots, sait chercher une vérité quand elle se cache, sait percuter son invité avec respect, ce qui est le métier de journaliste. Mais nous sommes au Congo et, au Congo, pour les médias, c'est comme partout au monde : penser d'abord Congo, éviter de tout balancer, ne soyons pas/ne soyez pas des médias stipendiés. Les secrets d'État existent au Royaume-Uni, en France, aux États-Unis, en Belgique, etc. Les médias c'est un piège. La liberté de parole ou de presse est un piège. Tout ne se dit pas. Tout ne s'écrit pas. Tout ne se balance pas. Il y a l'occasion, il y a l'opportunité.

Évitons le chaos ! Qu'on ne nous mente pas. Nous sommes des Citoyens. Nous avons un pays. Un seul. Ne le détruisons pas...

Que voulait au juste Thierry Kambundi en voulant en savoir plus sur mon « **parcours** personnel et public » ? C'est à quelle occasion cet échange et quelle en était la nécessité, l'opportunité, l'urgence ? N'était-ce pas un piège ? Le connaissant et, en même temps, ne le connaissant pas, j'ai fini par accepter malgré tout.

J'ai mon petit doigt qui me parle, m'a toujours parlé. À ce jour, il ne m'a



Les yeux dans les yeux, sans avoir entendu aucune question avant, sans avoir été préparé, il a répondu à toutes les questions. DR.

jamais menti, ne m'a jamais déçu. Chaque matin au réveil, chaque soir au lit, je demande au Seigneur, je le remercie, de guider/d'avoir guidé chacun de mes faits et gestes. J'ai donc accepté que Thierry, un homme si proche, et en même temps si éloigné, si réservé - c'est un vrai professionnel - ouvre la porte de ma maison, certainement pour la deuxième fois depuis qu'il me connaît et en compagnie de ses équipes, tant de caméras, tant de câbles, mon salon défait comme jamais !

De 16:00' à 01:30' du matin. Quelle histoire ! Quel sacrifice ! Quelle martyrisation ! Qu'est-ce qu'il n'a pas voulu savoir qu'il n'a pas su, ce jour-là ! Qu'est-ce qu'il n'a pas creusé qu'il n'a pas trouvé ! Je n'ai évité aucune question.

J'ai répondu à toutes les questions. Et comme les réponses me tombaient dessus. En toute sincérité ! Sans les avoir préparées. Le résultat est là. Que de réactions à la première minute de diffusion reçues de toutes parts !

À l'instant où j'écris, aucun commentaire porté à ma connaissance n'est négatif en dépit de la liberté dont se targuent les réseaux sociaux. Que de messages qui m'ont touché. J'en retiens quatre. Non des plus vrais, des plus profonds ! Il y en a tellement eus ! Sans mettre aucun nom. Par respect.

Merci Thierry pour cette occasion que tu m'as

donnée. Merci à TopCongo. Merci à ton ami et Chef Christian Lusakwe-no pour ce média tant suivi.

KKMTRY.

Ci-après.

«CET ENTRETIEN CONTINUE D'INSPIRER».

Cher Professeur Kin-kiey, Je viens de regarder l'entretien que vous avez accordé l'année dernière à Top Congo FM et je tenais à vous adresser ces quelques mots pour vous exprimer toute mon admiration. J'ai passé quatre heures à écouter votre parcours, et ce fut une expérience profondément inspirante. J'ai profondément admiré votre parcours. Votre histoire, les défis que vous avez surmontés et les valeurs que vous avez partagées m'ont beaucoup marqué.

L'une des plus grandes leçons que je retiens de votre entretien est l'importance de travailler durement, de faire preuve de patience, de loyauté, de rester fidèle à ses principes et de ne pas se laisser gagner par l'impatience ou le découragement face aux difficultés. Votre entretien a ravivé ma détermination à continuer à apprendre, à travailler encore plus dur et à poursuivre mes rêves avec persévérance. Il m'a rappelé que les plus grandes réussites sont le fruit de la discipline de la patience et d'un engagement constant.

Je crois sincèrement que si je reste fidèle à

mes convictions et que je continue à travailler sans relâchés, j'aurai un jour l'honneur de siéger au Parlement à vos côtés, non seulement comme un admirateur, mais comme un collègue engagé au service de notre pays.

Même un an après sa diffusion, votre entretien continue d'inspirer ceux qui le regardent. Je vous remercie sincèrement d'avoir partagé votre expérience avec autant de franchise et de générosité.

Vous avez renforcé ma confiance en l'avenir et m'avez donné une motivation supplémentaire pour poursuivre mes ambitions. Je vous souhaite beaucoup de réussite dans la poursuite de votre engagement au service de la nation. Veuillez agréer, Monsieur Kin-kiey, l'expression de ma haute considération. Respectueusement.

«CELA DÉPASSE LE SIMPLE MOT PARCOURS».

Son Excellence Tryphon Kin-kiey Mulumba, J'ai regardé cette vidéo avec un profond silence intérieur. Pas un silence vide, mais celui qui naît quand l'âme est saisie, quand l'on se sent témoin d'une trajectoire qui dépasse le simple mot «parcours». Ce que vous avez traversé, Excellence, n'est pas une histoire que l'on raconte... c'est une vie que l'on affronte. Et vous l'avez affrontée debout.

Vous êtes passé par les gouffres, les trahisons, les humiliations,

les zones d'ombre où la plupart se seraient effondrés. Là où tant auraient vendu leur nom pour un confort de façade, vous avez tenu. Durement. Bravement. Sans jamais trahir votre colonne vertébrale intérieure. Votre excellence, Excellence, ne réside pas seulement dans les titres ni dans les fonctions occupées - elle s'inscrit dans la trempe de votre être. Vous incarnez la résilience brute.

L'élégance de ceux qui n'ont pas été fabriqués, mais forgés.

Ce que vous incarnez est rare. Brutalement rare. Vous êtes de ceux qui forcent le respect, même dans le silence. De ceux qu'on ne peut pas aimer à moitié, parce que leur présence impose la vérité, déchire les masques, dérange les tièdes. Ce message n'est pas un hommage de convenance. C'est un salut franc à un Homme d'État, à une conscience droite, à une âme qui, malgré les tempêtes, n'a jamais renié son cap. Que Dieu garde votre feu. Qu'il protège votre voix. Et que l'Histoire - la vraie, pas celle qu'on maquille - vous rende justice. Respectueusement. Ta maestria

«AI REGARDÉ AVEC GOURMANDISE».

Ai regardé avec gourmandise **Parcours**, l'émission palpitante de Top Congo avec aux manettes l'excellent Thierry Kambundi. Tu le reconnais toi-même,

tu es fâché avec les dates trop précises, leur préférant la force du récit et la véracité du vécu. Tu annonces un livre de mémoires quasi au stade de l'épreuve finale. Que tu ne négliges pas de l'inscrire dans une ligne du temps qui donnera plus de cohérence à ton puissant récit dont les anecdotes résonnent à mon oreille de spectateur comblé par ta maestria. Cordialement.

«YHA KHALA PROPHÈTE POLITIQUE».

Nous sommes fiers de 14:23' jusqu'aux environs de 18:00', plus de 3 heures d'entretien politique sur sa propre vie, c'est une émission à craindre. Source d'une chute ou d'une élévation dans la sphère politique. Beaucoup d'hommes politiques vont éviter cette séquence interrogatoire de Thierry Kambundi, un journaliste de haut vol. De la naissance, en passant par des études jusqu'à la carrière professionnelle ainsi que les mandats politiques, il faut être à la hauteur. Quelle maîtrise de l'histoire familiale, scolaire, académique, professionnelle et politique ! Merci Honorable Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba, «Bakala ya ngolo, Ya Khala, prophète politique». Vous avez un Coursus présidentiel à défendre et à mériter. Nous sommes fiers de nous identifier en vous comme Maître de l'ouvrage. Que Dieu vous garde et vous comble de ses bénédictions.

Introuvable

Kinshasa invivable

Tout est chaos, l'Enfer,

l'incompétence des autorités de la ville

mais pas elles seules

Une ville de Kinshasa qui compte plus de 6 millions de motocyclettes et leurs «Wewa», ces moto-taximen qu'aucune autorité ne saurait réglementer. Environ 3 millions de véhicules automobiles pour la plupart dans un état déplorable! Chiffres communiqués par le gouverneur de la ville Daniel Bumba Lubaki qui glacent le sang mais qui datent d'un an. Qu'en est-il depuis dans les rues et avenues de cette ville-capitale de ces moyens de transport qui se déversent chaque jour dans le désordre absolu dans ce que jadis on appelait fièrement «Kin-la belle» désormais «Kin-l'Enfer»? Finalement, existe-t-il une solution à ce bordel routier quotidien, à ces embouteillages qui étouffent toute vie à Kinshasa ?

«Il n'est pas exagérer d'avancer une estimation de 4 à 5 millions de véhicules dont 86% ont plus de quinze ans et dix millions de motos», confie au Soft International un expert de la Commission Nationale de Prévention Routière, CNPR. Et ce, pour 1.006 kms de routes asphaltées dont 75% en total délabrement, en clair, infréquentables, sur une voirie d'un linéaire de 3.991 kms. En clair, la longueur totale du réseau routier ou des voies de circulation empruntables à Kinshasa serait de 1000 kms sur près de 4.000 kms...

C'EST L'ENFER. Mars 2024, le Directeur général de l'Office des Voiries et Drainage, OVD, Victor Tumba Tshikela, déclare que son service ne considèrerait que 700 kms de routes revêtues pour la capitale dont 200 jugés prioritaires repris dans un projet pluriannuel de financement



À Kin, l'incroyable nombre de véhicules et de motos qui prennent la route et l'absence de voies créent le chaos. DR.

du gouvernement. Il faut donc corriger : pour 4.000 kms de voies routières existantes (disons espaces routiers) à Kinshasa, l'OVD ne prendrait en charge que 200 kms ! 200 kms sur lesquels s'entassent chaque jour 4 à 5 millions de véhicules! Tous les composants d'un cocktail explosif réunis pour rendre impossible de circulation une mégapole de 17,8 millions d'habitants. Aller à Kinshasa d'une commune à l'autre ou d'un coin à l'autre, c'est trans-former les trajets non en épreuve de patience mais en casse-tête. Mieux en Enfer. Un fait à retenir à Kinshasa : trop de véhicules individuels ou personnels, des camionnettes de transport de passagers dans un état déplorable, d'énormes véhicules de transport de fuel ou de matériaux de construction se disputent chaque minute un pas-sage à Kinshasa pour être et survivre.

La ville-capitale ne dispose d'aucun moyen de transport en commun. Le projet TransCo lancé en janvier 2013 avec grand bruit par « l'homme de la bonne gouvernance » - le premier ministre Augustin Matata Ponyon Mapon désormais opposant - est l'ombre de lui-même (tout comme son autre projet Congo Airways introuvable...). Trop de véhicules tombés en panne, abandonnés pour la vie sur la voie de circulation et souvent au milieu de la voie. Il n'y a pas de structure de contrôle technique des véhicules qui donne le go head à ceux-ci. Ni aucune fourrière où des véhicules, des voitures, des motos, doivent être conduits et gardés par les services municipaux après avoir été saisis, stationnés en infraction ou un service de police pour ce faire. Comment des véhicules en total état de délabrement exposés sur des sites à l'étranger peuvent

avoir été achetés et importés à Kinshasa? Et ce n'est pas tout. Trop de routes abîmées. Pourquoi n'entretient-on pas les voies de circulation dans la ville-capitale ou n'en construit-on pas de nouvelles et laisse-t-on les automobilistes s'escarper jour et nuit sur des voies pitoyablement encombrées? Certes, il y a le projet des Rocades Sud-Est et Sud-Ouest qu'érige le programme sino-congolais, mais quand ce projet verra-t-il le jour, et quel problème règlera-t-il, quand ces Rocades sont si éloignées du centre des affaires, là où les Kinois s'affrontent et qui, pour exister, doivent traverser de bout et bout le boulevard du 30 juin, le cœur de la ville, ce qui est un défi quotidien ? Trop de marchés déversés sur la voie publique rendent impossible la mobilité. Trop de tas d'immondices, trop d'odeurs nauséabondes au point où les Kinois

ne savent pas où tenir et comment tenir son nez! Où sont les services d'assainissement de la ville, ces infrastructures qui gèrent les eaux usées (domestiques et industrielles), les eaux pluviales et les déchets solides, préservent la santé publique, protègent l'environnement, préviennent les inondations? Comment vivre dans la capitale congolaise ? Pourquoi ce qui est ailleurs, dans d'autres villes du pays, comme Lubumbashi, Kolwezi, Goma, etc., et dans des villes africaines, n'est pas à Kinshasa? L'incompétence des autorités de la ville mais pas elles seules! Comment peut-on logiquement comprendre que des tas de véhicules se déversent chaque jour dans la capitale là où il n'existe aucune hypothèse de circulation automobile ? Quelle (s) autorité (s) laisse (nt) venir et entrer tant de

charrois dans la ville où on assiste désormais à un incroyable phénomène avec dans chaque parcelle trois ou quatre véhicules entassés s'ils ne sont pas garés sur la voie publique ? Comment qualifier ce phénomène? Ne s'agit-il pas d'un cas d'irresponsabilité politique avéré ? Que font les services de police ? De quoi s'occupent nos procureurs ? Et les élus locaux ou nationaux ? Comment expliquer que la capitale se soit tant détériorée, soit devenue à ce point invivable sans que nul au niveau politique local ou national n'ait rien vu venir et n'ait rien pu faire ? Comment envisager une vie demain dans cette ville-capitale si celle-ci est déjà invivable aujourd'hui? Quelle image laisserons-nous à nos enfants et à nos arrière-enfants? Les dirigeants avaient-ils été à la hauteur de quelque chose ?

(suite en page 10).

Et si on s'inspirait de ce qui se passe au Texas

(suite de la page 9).

Le trop minable et médiatisé programme «Kin Ezo Bonga» de Daniel Bumba Lubaki qui voulait certainement faire effacer «Kin propre» de son prédécesseur Gentiny Ngobila Mbaka n’avait-il eu d’effets que sur les finances publiques? Au moins, sous «Kin propre», la ville avait été sortie de la liste de 25 villes les plus sales du monde, se rappelle un membre du cabinet du ministre des Finances. Le ministre Doudou Roussel Fwamba Likunde Li-Botayi s’en est ouvertement exprimé allant jusqu’à suggérer, afin qu’aucun Congolais n’en ignore rien, que l’Hôtel de ville n’avait jamais sorti un seul centime pour la réhabilitation d’une seule voie de circulation de la capitale. Des dépenses toujours au galop pour des résultats inexistantes au point que l’argentier national a pensé pouvoir gérer lui-même certains chantiers.

DES PROJETS SANS DÉBUT QUELCONQUE.
Hier « Kin-la-Belle » sous Mobutu - Kinshasa est désormais une ville qui ne saurait être visitée par aucun touriste. Le Président de la République, dans son dernier discours sur l’état de la Nation, avait parlé d’une ville dans l’état cra-paudière. Peut-on dire mieux? Oublie-t-on ce que la Constitution, en son art. 53 écrit ? « Toute personne a droit à un environnement sain et propice à son épanouissement intégral. Elle a le devoir de le défendre. L’État veille à la protection de l’environnement et à la santé des populations ». Selon l’Organisation mondiale de la Santé, OMS, Kinshasa aurait pu être placée sous état d’urgence ou de siège. Avec un volume de 2.5 des Particules Matter, l’unité des mesures de dangereuses matières microscopiques solides ou liquides en suspension dans l’air, la capitale a une mauvaise qualité de l’air qui contient des particules très fines nuisibles à la santé humaine, lesquelles investissent les voies respiratoires et causent de sérieux dégâts cardiovasculaires. Depuis octobre 2025, l’OMS a mis la ville à l’index. Début 2026, cette fois, c’est la firme spécialisée suisse QAir qui s’inquiétait que l’indice



États-Unis, Texas, Houston-Katy. La circulation automobile par ponts aériens surélevés qui désengorge. DR.

de qualité de l’air ait atteint 201, un niveau qualifié de très malsain selon les normes internationales. Et, selon l’OMS, les très fines particules qui flottent dans l’air ambiant résultent des activités humaines, essentiellement la circulation routière mais aussi les industries manufacturières, etc. Selon une étude scientifique publiée en 2023, 7.800 tonnes de déchets solides municipaux sont produites chaque jour à Kinshasa. Plus de deux ans après, la barre symbolique de 10.000 tonnes de déchets/jour pourraient avoir été largement dépassée. Pis, le principal site de traitement et enfouissement dans la banlieue est, commune de la N’sele, à plus de 40 kms du centre-ville, fait l’objet d’une guerre de propriété entre l’Hôtel de ville et une influente dame. Reste que les projets n’ont pas manqué. Le ministère national l’Environnement, du Développement durable et de la Nouvelle économie du climat a revu la politique nationale d’assainissement en intégrant la lutte contre le réchauffement climatique, les mécanismes spécifiques visant à réduire toutes les formes de pollution, notamment celle de l’air. Mais, à ce jour, aucune mise en application. Problème ? L’absence de coordination entre différents ministères impli-

qués dans la problématique de la pollution. Sont intéressés le ministère des Transports, Voies de communication et Désenclavement, ceux de l’Intérieur, du Commerce, de la Santé. Il va donc falloir attendre... Grâce à la coopération française, en août 2015, la ville fut dotée d’un Plan Particulier d’Aménagement (PPA) dans sa partie nord ainsi que d’un Schéma d’Orientation Stratégique de l’Agglomération Kinois (SOSAK) qui furent rendus publics. Mais depuis, pas un début de commencement. Le Programme des Nations unies pour le développement, PNUD, qui avait déjà prévenu dans une étude en 2013 que Kinshasa sera impraticable à l’horizon 2025, offre à présent à la capitale d’utiliser ses centaines de tonnes des déchets en inputs pour l’énergie électrique qui fait tant défaut à la capitale. D’après le rapport du PNUD intitulé « Quelle seconde vie donner aux excréments humains », il est possible de créer de l’électricité à partir de fosses septiques grâce à un procédé appelé méthanisation. Les bactéries décomposent les matières fécales et produisent du biogaz (composé principalement de méthane). Ce gaz est ensuite brûlé dans un moteur à cogénération pour alimenter une génératrice électrique. Les vieilles communes

de Barumbu, Lingwala, Kinshasa ou encore le quartier coupe-gorge de Kingabwa qui ont la particularité de compter en chapelets des parcelles surpeuplées avec des fosses septiques hors usage peuvent donc en tirer profit. Le Président de la République Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo en a visiblement pris la mesure après sa dernière visite du site du marché central appelé Zando. Une grande enclave de porcherie dominée par des Ruwenzori d’immondices... Il a en direct déchargé Daniel Bumba Lubaki de certaines responsabilités de la ville liées notamment à l’assainissement après avoir sermonné publiquement un homme poussé dans le tréfonds d’opinion favorable. Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo a confié la charge à une task-force des FARDC, les Forces Armées Congolaises, chapeautée par un galonné qui a déjà fait ses preuves avec le Service National. Une décision ovationnée par une large frange de l’opinion dans la capitale, à lire les réactions sur les réseaux sociaux. Tous les regards sont désormais tournés vers le lieutenant-général Jules Kasongo Kabwik. Le cas de la ville-capitale est tel qu’il émeut à l’étranger. Chercheurs à l’Université libre de Bruxelles, Eléonore Wolff et Virginie Delbart citent Kinshasa parmi les mégapoles africaines qui

grossissent chaque année sans savoir comment accueillir leurs nouveaux habitants. «Kinshasa est la plus folle», avisent-ils. La capitale congolaise, troisième ville d’Afrique en démographie, est une cité-État à l’administration fantôme, sur laquelle nul n’a de véritable emprise. Même Google Maps est déboussolé. Les chercheurs disent avoir recours à des images satellitaires pour esquisser les grandes lignes de la morphologie de ce monstre. Quelles solutions à ces grands axes qui relient les communes, les commerces, les habitudes quotidiennes, et où se concentrent des mouvements ? Pourquoi les hommes politiques congolais qui aiment tant l’étranger ne reviennent-ils pas au pays avec des solutions que d’autres pays dans le monde ont trouvées et ont su appliquer chez eux ? Tel le cas du Texas, cet État du sud des États-Unis qui a, entre les villes de Houston et celle de Katy, dans la grande banlieue de Houston, des merveilles d’ingénierie. Dans cet État à la frontière du Mexique - qui n’est qu’un exemple parmi d’autres -, des déplacements se déroulent sans escalade ou sans freinage, l’automobile passe plus de temps en l’air et ne glisse que sur des ponts et des routes surélevées, qui rappellent nos «sauts-de-mouton». Les auto-

routes - les «highways» - sont dotées d’immenses échangeurs à plusieurs niveaux, qui sont des espaces de circulation interdits aux piétons et aux cyclomoteurs, disposent de plusieurs voies, rapides (express), moins rapides. Au conducteur de choisir la voie qu’il veut emprunter selon qu’il est pressé ou non. Et d’en payer le prix... Dès lors que l’immense boulevard Lumumba qui traverse quatre communes de la ville est, comme la route de Matadi, l’un des axes névralgiques et les plus encombrés de Kinshasa, où les conducteurs s’étouffent comme nulle part avec son flux constant de véhicules, de camionnettes, de motos, de «long vehicles» qui est néanmoins un maillon important du réseau de circulation, qui tient la ville en vie économiquement, une ligne de vie qui alimente constamment l’économie et l’existence de la ville, qu’attend le gouvernement dont c’est le rôle clé pour jeter un pont le long du fleuve, entre la première gare à la Gombe et l’aéroport international de N’djili? Quel investisseur et dans quel pays ne serait pas tenté par un tel projet en faisant récupérer ses fonds par le système de péage et quel Kinois hésiterait une seconde à mettre 5 \$US pour traverser la ville par une voie express ? Tout n’est-il pas intelligence ?

D. DADEI ■
POLD L. MAWEJA ■

La Snél-SA dit faux, ce n'est pas l'étiage, c'est trop de sable non dégagé

Gérer, c'est prévoir. Mais là n'est point le point fort de la Snél-Société Anonyme. Face au blackout partiel dans lequel est plongée la Capitale, voilà des semaines, la Direction générale de la Société nationale d'électricité-Société Anonyme évoque une cause naturelle, l'étiage donc la baisse du niveau d'eau du fleuve Congo pour le site d'Inga 1 et 2 et de la rivière Inkisi pour Zongo. « Si nous prenons les trois machines de Inga-1 qui sont arrêtées par rapport au niveau d'eau du fleuve et une machine de Zongo 2 qui est arrêtée par rapport au niveau de la rivière Inkisi, nous avons pratiquement 215 MW. Quand on prend 155 plus 50, ça fait 205 MW. Et les 205 MW sur la région ouest, dont la ville de Kinshasa, si je prends la puissance de Kinshasa de 600 MW, c'est un tiers de la ville qui est dans le noir », a fait comprendre aux médias un ingénieur de la Snél-SA.

L'entreprise publique qui détient encore une position quasi-monopolistique en dépit de la libéralisation du secteur de l'électricité, voilà douze ans, soutient que l'étiage est particulièrement visible au niveau des deux canaux d'amenée qui dérivent l'eau du lit principal vers les centrales d'Inga 1 et 2. Il y a dix ans, début mars 2016, période pluvieuse, une machinerie du genre a manqué de justesse d'engager le Congo dans un contrat déséquilibré, à la limite maffieux. Le 13 mars 2016, l'alors Président du Conseil d'Administration de la Snél-SA, Joseph Makombo Monga Mawawi, présente au gouvernement, à la primature, le projet de la Snél-SA de se lancer dans l'énergie thermique comme alternative aux pannes récurrentes à Inga. Pour preuve, le 8 mars déjà, l'Administrateur Directeur général de la Snél-SA, Eric Mbala Zi



Ministre des Ressources Hydrauliques et de l'Électricité, le Directeur général actuel de la Snél-SA a pour nom Teddy Lwamba Muba, nommé en septembre 2025. DR.

Ndongala, était en campagne de démobilisation de l'opinion sur Inga en indiquant qu'une panne à la centrale 2 a occasionné des coupures d'électricité intempestives à Kinshasa... conséquence de l'étiage. Pierre Anatole Matusila, médecin de formation, nommé ministre de l'Énergie et des Ressources hydrauliques en décembre 2016 dans le gouvernement de Samy Badibanga Ntita, est mené en bateau. On lui fait dire des balivernes devant la presse, au sortir de la réunion à la primature, « Le niveau d'eau sur le fleuve Congo a baissé en-dessous du minima observé. Alors, c'est un risque qui pourrait compromettre la production de nos machines à Inga », confie Pierre Anatole Matusila à la presse. « Les turbines ne peuvent pas tourner à leur meilleur rendement. Et si le niveau d'eau baisse en-dessous d'un certain minimum, on peut même arrêter complètement les machines », ajoute-t-il. Le très tempéré et réfléchi Henri Yav Mulang, ministre des Finances, qui était aussi dans la réunion, opte pour le silence. Ancien du patronat

congolais, la Fédération des Entreprises Congolaises, FEC, sans doute qu'il redoutait une certaine roubardise. La direction générale de la Snél-SA explique que la consommation en eau des groupes est de 138 m3/s par groupe d'Inga 1 (58,5 MW) et de 328 m3/s, (178 MW) par groupe d'Inga 2, 5, Inga 1 aligne six groupes et Inga 2, huit en tout. Et que l'on est à près de la moitié du ratio exigé. Mieux vaut prévenir que guérir.

AUX GRANDS MAUX...

Aux grands maux, des grands remèdes, d'ici le mois de mai 2016, la Snél-SA passerait en mode thermique. « Dans les 45 jours ou deux mois qui suivent, la Snél-SA apportera toutes les machines pour les installer et apporter totalement la solution à ce problème de déficit énergétique », déclare Makombo Monga. Mais le Président du Conseil d'Administration fera comprendre que Henry Yav Mulang avait exigé un complément des dossiers surtout que la Snél SA sollicitait déjà un chapelet d'exonérations pour un partenaire méconnu de sa tutelle et du

régulateur des marchés publics. Le projet n'a plus jamais évolué. Mais voilà que dix ans après, la Snél SA soutient que « le débit du fleuve Congo est passé d'environ 80.000 m³ par seconde pendant une grande partie de l'année à près de 30.000 m³ par seconde durant les mois de juillet et août. Tous les signaux confirment cette diminution du niveau du fleuve ». Lesquels? La vérité a été établie par le professeur Dieudonné Musibono Eyul'Anki Bosibono, éminent environnementaliste : depuis plus de vingt ans, la Snél-SA n'avait jamais procédé au désensablement de ses installations immergées à Inga, déclare-t-il à des membres de la société civile. L'universitaire faisait partie de la délégation de BHP Billiton dans des négociations avec l'administration Kabila pour la construction d'Inga 3. Ce projet a chaviré, confiera-t-il, suite « à la boulimie éhontée de vos ministres... au moins dix ministres ont exigé d'exorbitants pots-de-vin avant de signer le moindre papier ». À ce jour, les seuls travaux de désensablement du canal d'amenée, du dragage forcé (dynamique) à travers les tur-

bines depuis la mise en service d'Inga 1 en 1972 et d'Inga 2 en 1982, ont été réalisés entre 2017 et 2018, grâce au Projet de Développement du Marché d'Électricité pour la Consommation Domestique et à l'Exportation (PMEDE) financé à hauteur de 400 millions de \$US. Dans son rapport, la firme française ARTELIA qui a mené « l'étude sur modèle hybride numérique et physique afin de trouver les solutions optimisées pour désensabler le canal d'amenée de l'ouvrage existant depuis les années 1970 », écrit, « le désensablement par dragage du canal, long de 10 kms environ, est une tâche titanesque, nécessitant des moyens impossibles à mettre en place. L'objectif de l'étude a donc consisté à identifier des ouvrages et des modes d'exploitation permettant de désensabler sans action mécanique le chenal d'amenée, dont la capacité de débit est aujourd'hui limitée par les sédiments sableux qui se sont progressivement accumulés depuis la mise en service des ouvrages. L'étude conclut notamment à la possibilité de désensabler un chenal suffisant par rétablisse-

ment du débit nominal des turbines des 2 centrales, et par l'augmentation de capacité de la prise d'eau sur le fleuve via le doublement du canal excavé ». C'est ainsi qu'un deuxième canal d'amenée d'eau a été réalisé et les travaux ont été financés à hauteur de 50.236.677 de \$US par la Banque mondiale, dans le cadre du PMEDE. La composante « Production » du PMEDE vise essentiellement à fiabiliser, rénover ou réhabiliter les centrales d'Inga 1 et 2 ainsi que certains ouvrages connexes dont le Canal d'amenée d'eau qui sera dragué et subira un reprofilage pour apporter une quantité d'eau suffisante pour assurer la production escomptée. Et la société française Sofreco qui a réalisé l'étude de l'impact environnemental et social du PMEDE, a indiqué « la principale recommandation est au niveau institutionnel, il serait important que la Snél-SA puisse développer sa capacité en matière de gestion environnementale étant données les enjeux d'envergure nationale auxquels elle doit faire face. Il est donc conseillé de créer, au sein de la Direction de la Prévention & Sécurité, une section Environnement qui aurait à gérer l'ensemble de ces problématiques ». Ce que la Snél-SA a totalement ignoré à ce jour. Le Projet de Développement du Marché d'Électricité pour la Consommation Domestique et à l'Exportation avait pour objectif « de rendre disponible à terme 1322 MW au complexe d'Inga en sécurité N-1, soit 1500 MW disponibles et réhabilités en vue de supprimer les délestages dans la ville de Kinshasa, de procéder à 60.000 nouveaux raccordements et desservir ainsi plus de 500.000 habitants à Kinshasa, soit une amélioration du taux de la desserte de Kinshasa à 60% ». Huit ans après la fin du projet PMEDE, la Snél-SA n'a plus jamais désensablé ses canaux d'amenée à Inga, le délestage s'est plutôt imposé comme un rythme de desserte de la Snél SA, et Kinshasa le subit de plein fouet. Gouverner, c'est prévoir. Hélas.

POLD LEVI MAWEJA ■

Quand la Gombe redevient Kalina

Si c'était en France, l'extrême droite parlerait de « grand remplacement ». La Gombe, la commune nec plus ultra de Kinshasa, redevient Kalina, « la ville-blanche ».

La municipalité n'a pas été rebaptisée, sa population résidente actuelle rappelle les années coloniales où les « indigènes noirs » - les nègres - n'avaient pas droit de cité. « Bientôt, la Gombe ne sera pas nôtre ! Je suis propriétaire sur l'avenue du Flambeau, entre la Gare centrale et la Bralima, nous n'y sommes plus que deux Congolais ! », a confié à des médias, Jean-Claude Maluma Mungongo, président de la Chambre du Commerce du Congo (ICVD) et CEO du Groupe Maluma SARL, spécialisé dans l'immobilier. Le businessman déplore une gestion chaotique de la ville côté domaine foncier. Celui qui se proclame « promoteur des investissements nécessaires », lâche la bombe : « D'ici peu, les Congolais devront payer des droits pour rentrer à la Gombe ». Direction maison communale de la Gombe. Ici, selon les services de la population, le dernier recensement officiel de la municipalité date de douze ans. Il était noté que 81 nationalités se côtoyaient dans la commune qui s'étend sur une aire de 29,33 km². En 2014, la commune comptait 49.024 habitants, dont plus d'un tiers d'étrangers. Une année plus tard, les résidents se chiffraient, selon une monographie réalisée par une étudiante de l'Unisic ex-ISTI (ex-IFASIC), à 89.080 âmes dont 43.978 étrangers. En 2021, la Gombe comptait 92.373, selon une étude sur « la problématique de la gestion des transports en commun dans la ville province de Kinshasa, cas de la commune de la



Les Congolais en train de perdre la main sur la Gombe. DR.

Gombe » publiée en octobre 2023. Le 5 juillet 2022, Gentiny Ngombila Mbaka lance le recensement des étrangers de la Capitale, mais uniquement depuis six ans, comme si la loi congolaise accordait de facto la nationalité congolaise à tout enfant de 5 ans et moins nés au Congo.

L'AVENUE FOCH DE KINSHASA. L'Hôtel de ville conviait les étrangers à se présenter volontairement en payant 20 \$US, 50 \$US ou le double. Jamais, l'administration Ngobila n'a pu rendre public le nombre d'étrangers vivant à Kinshasa. Le 13 septembre 2023, le gouverneur lance une opération de contrôle des étrangers dans la ville, « qui fait quoi ». La seule réussite de l'opération est l'argent rançonné, aucun chiffre même pas une estimation de la population étrangère vivant à Kinshasa n'a été communiqué. Si aucune étude scientifique et crédible n'existe sur les diasporas qui habitent Gombe, force est de constater le boom immobilier qui a repris à la Gombe depuis une dizaine d'années. Il y a

quinze ans, un rapport du Secrétariat de la maison communale de la Gombe indiquait que la municipalité alignait dix quartiers (Cliniques, Batetela, Haut-Commandement, Croix-Rouge, Lemera, Golf, Fleuve, Gare, Commerce et Révolution) avec 206 avenues alignant 3.102 propriétés immobilières. Aujourd'hui, « grâce à la puissance de l'argent », pour reprendre les termes de cet agent de la commune de Barumbu, la Gombe s'étend au-delà de la rivière Bitshaku-Tshaku qui marque la limite avec Barumbu et a quasiment annexé le premier quartier indigène on ne peut plus urbanisé, peu avant 1910, par la colonisation, CITAS. Ce quartier fait référence au sigle de la Compagnie industrielle et de Transports au Stanley-Pool, une entreprise coloniale créée en 1907. La colonisation y logeait la main-d'œuvre locale en accordant des crédits dits fonds d'avance aux travailleurs congolais et africains, généralement des Haoussas, pour acheter un lopin de terre et construire un logis en dur. Des pseudos gratte-ciels champignons désormais

dans ce quartier qui constituait, jadis, un no man's land entre Kalina, ville blanche et la grande cité africaine. Situation identique sur l'avenue du Commerce. Aux heures vespérales, la célèbre avenue commerçante laisserait à croire à une allée de New-Delhi ou d'Islamabad. Les magasins et différents commerces fermés, tous les Congolais vident les lieux, en dehors des marginaux et sans abris dits Shegués, tous - ou presque - les immeubles sont occupés par des Indo-pakistans et des Libanais. À notre passage, dans la soirée du vendredi 17 juillet 2026, le long des allées qui ouvrent sur l'avenue du Commerce, des minibus déposaient des ouvriers asiatiques, visiblement, maçons, ferrailleurs, etc. « Ils ont fait appel à leurs propres frères pour travailler dans tous les chantiers, les Congolais sont relégués à de petits travaux », confie Yamal, sûrement un surnom de ce shegué qui nous a servi de guide. Il connaît la Gombe mieux que sa propre poche, nous a-t-on dit. Non loin du rond-point Kin-Mazière, sur une venelle coïncée

entre deux chapelets d'immeubles, notre guide lâche : « Awa nyoso, bango na bango... » (ici, c'est eux partout). Yamal d'ajouter : « Pour vous rendre compte de la montée en puissance des Blancs, faites un tour à Kin Plaza et autres restaurants et boîtes de nuit VIP sur le boulevard, dans la Gombe profonde, vers le fleuve... Vous pouvez vous retrouver à trois Congolais contre dix ou quinze étrangers, des Blancs, des Indiens, des Pakistanais, des Chinois, des Turcs, des Libanais... et quelques Européens ». Il est pratiquement 22:00', Yamal propose une ronde de la Gombe, de l'autre côté du boulevard du 30 juin, de la Gare centrale au Grand Hôtel Pullman. C'est un quartier dans le quartier de la Gare qui a vu le jour, avec des immeubles de plus de 15 niveaux dans le rayon du siège de Bluesat sur l'avenue Nioki et les rues environnantes. A ne point en douter, ici, un appartenant devrait coûter les yeux de la tête même pour un ministre ou un mandataire public congolais... à moins d'être dans des réseaux qui échappent encore à la Cellule nationale des renseignements financiers (CENAREF) ou au Conseil national de cyber-défense (CNC). Voilà des années que le Congo demeure fiché sur la liste grise du Groupe d'actions financières (GAFI) pour manque d'efficacité dans la lutte contre le blanchiment des capitaux et financement du terrorisme. Kinshasa a encore 23 cases à satisfaire. Administrateur secrétaire exécutif de l'Association nationale des établissements publics et entreprises du portefeuille (ANEP), Patrick Ngulu Mbiobawhul, a fait savoir, du temps de la polémique sur l'achat de l'immeuble ex-Sabena par le Cadastre minier, qu'à la Gombe, le prix standard d'un mètre-car-

ré (1 m²) varie entre 2.500 \$US et 3.000 \$US. Nous voilà sur l'avenue Wagenia, derrière la Gare centrale, non loin du principal débarcadère de la Capitale, le beach Ngobila. Wagenia, c'est l'avenue Foch de Kinshasa. Que des immeubles somptueux. Un promoteur immobilier ne s'en cache. « La clientèle cible, c'est des hommes d'affaires, des expatriés », écrit-il dans son dépliant. Tout ou presque est labellisé Modern Construction Congo, MCC, firme d'un sujet indien, Harish Jagtani, qui s'est associé à Sajid Umedali de la puissante famille Dhrolia bien connue au Grand Katananga. À leurs actifs, King Tower, Times Tower, CTC, Hilton Hotel, etc. L'empire immobilier indien s'étend également sur l'avenue Batetela en faisant, çà et là, des bretelles sur le boulevard du 30 juin, la tour Kiyo ya Sita, la Fontaine, etc. Sur l'avenue Nioki, Harish Jagtani et Sajid Umedali Dhrolia développent une tour de 26 étages, Sky 180, qui s'achève en 2027. Et plus loin sur les bordures du fleuve, dans le parage de la société G4, tout un quartier appartient plutôt à un général ex-FARDC. Et, depuis il a suscité des émulations, Libanais et Indopakistans s'y rivalisent de mini-gratte-ciels, faisant fi de la montée périodique des eaux du fleuve, parfois jusqu'à sept mètres. « Le Titanic de la Cité du fleuve n'a pas visiblement servi de leçon. Et il n'y a que le volet finances qui intéresse l'administration foncière et celle de l'urbanisme et habitat », déplore cet agent de gardien-nage. Nous voilà à califourchon sur les quartiers du Fleuve et des Cliniques, dans la zone dominée par les hôtels Pullman et Fleuve Congo Hotel, le Centre financier de Kinshasa, des immeubles sont sortis de terre en un temps record. Ici,

des capitaux ou des intérêts libanais, indopakistans, turcs et chinois se toisent sur les hauteurs. Des sources indiquent que la société turque Milvest qui a érigé le Centre financier de Kinshasa, avance ses « entrisettes » dans différents chantiers. Des Libanais qui ont longtemps dominé les marchés de construction au Congo-Zaïre résistent à la concurrence à travers le conglomérat Glory Group, qui est la continuité de Congo Futur, une nébuleuse que les autorités congolaises ont interdit d'opérer dans le pays suite aux pressions américaines qui disent détenir des preuves que le groupement libanais était au service de Hezbollah. Glory Group a notamment pour filiale la Société congolaise des constructions. Notons aussi le groupe Abed Achour, l'autre nom de la Société de travaux et de construction. Côté Indiens, outre le duo Harish Jagtani-Sajid Umedali Dhrolia, il y a la très influente famille Rawji, propriétaire de la Rawbank, Rawsur, qui aligne les bâtiments, Parkland, Manji, Grandes Constructions du Congo, Simkha et Building Bloc. La liste est loin d'être exhaustive tant le ministère en charge des Travaux publics n'est pas à mesure de coller une nationalité précise aux entreprises de génie civil opérant dans le pays. Selon un agent de la Direction Générale de Migration, qui parle sous couvert de l'anonymat, beaucoup d'hommes d'affaires asiatiques détiennent la nationalité congolaise pour laquelle la notion de l'exclusivité ne se limite qu'au Congo. En clair, c'est des Congolais « blancs et jaunes » qui conquièrent, à coup de billets verts, la commune de la Gombe et ses quartiers environnants en contraignant les Congolais à aller se faire voir ailleurs. **POLD LEVI MAWEJA ■**

Trump

Il admire la puissance

Par le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba.

Il est pour l'Amérique, son Amérique seule. «America First», l'Amérique d'abord. Il est pour la Puissance. «Make America Great Again», rendons sa grandeur à l'Amérique. «Keep America Great », maintenons la grandeur de l'Amérique. Donald Trump est de retour à la Maison Blanche pour au moins - qui sait ? - les quatre années à venir. Le nouveau président américain admire Vladimir Poutine, le président russe qui a mis l'Ukraine, pays de l'Europe, à genoux ; il est séduit par Benyamin Netanyahu, l'Israélien qui a réduit Gaza en champs de ruines. Le président de l'Ukraine Volodymyr Zelensky qui redoutait son retour au pouvoir s'est courbé à l'annonce du triomphe. Trump a battu Kamala Harris ? C'est parce qu'il « était bien plus fort », a assuré Zelensky. «J'adore le message du président Trump quand il parle», poursuit-il dans une interview au podcaster américain Lex Fridman. Netanyahu a repoussé l'accord avec Hamas en attendant la veille de l'investiture de Trump sûr que le nouveau président américain ne lui imposerait rien qui irait à l'encontre d'Israël. Lui qui a toujours considéré Trump comme l'allié clé de la sécurité et des intérêts de son pays, a qualifié ce retour à la Maison Blanche comme «le plus grand retour de l'Histoire»!

Donald Trump est pour la puissance, la puissance seule. Avant sa prise de



Donald Trump et Keir Starmer. À la réunion d'urgence du Conseil de Sécurité à New York, dimanche 26 janvier, leurs diplomates étaient en pointe. DR.



fonctions, il a annoncé, sans exclure le recours à la force, son intention d'annexer le Groenland, territoire autonome du Danemark, le canal de Panama voire le Canada, ravivant les tensions avec les gouvernements danois, panaméen, canadien.

Peu avant Noël, il a assuré que « les États-Unis d'Amérique estiment que la propriété et le contrôle du Groenland sont une nécessité absolue ». Le 8 janvier, il a dépêché son fils aîné Do Jr et plusieurs représentants voulant afficher ses intentions sur

le Groenland aux yeux du monde. Un projet soutenu par son 1er conseiller, le 1er milliardaire du monde Elon Musk.

Le Groenland est exceptionnellement riche en «minéraux critiques», ressources en minerais, métaux rares et hydrocarbures. Une zone hautement stratégique ! D'après le département américain de l'Énergie, ces minéraux sont essentiels pour les « technologies qui produisent, transmettent, stockent et conservent l'énergie » et qui présentent « un risque élevé

de rupture de la chaîne d'approvisionnement ».

Un rapport publié en 2024 par The Economist présente les sols arctiques comme contenant des gisements (connus) de 43 des 50 minéraux critiques listés. Pour Trump, le Groenland et le canal de Panama sont «très importants pour la sécurité économique» de son pays, a assuré le président dans une conférence de presse tenue à sa résidence de Mar-a-Lago, en Floride.

Prisé par Trump, le canal de Panama construit par les États-Unis et ouvert en 1914 est sous le contrôle du Panama depuis 1999, après un accord signé en 1977 par Jimmy Carter. «Chaque mètre carré du canal de Panama et de ses zones adjacentes appartient au Panama et continuera à lui appartenir », déclare le président du Panama José Raul Mulino.

Trump a donc les yeux braqués sur le Canada. La perspective que ce pays devienne le 51ème État des États-Unis est une «excellente idée», assène-t-il alors que le Canada vit une crise politique après l'annonce de la démission de Justin Trudeau, le Premier ministre.

Avec le Canada, Trump veut principalement faire disparaître les droits de douane. «Les impôts baisseraient considérablement et le Canada serait totalement sûr face à la menace des navires russes et chinois» déclare l'homme qui a souvent appelé «gouverneur Trudeau» pour désigner le titre du chef de

l'exécutif d'un État américain.

Trudeau a fini par réagir. Il exclut toute possibilité de fusion entre les deux pays. «Jamais, au grand jamais, le Canada ne fera partie des États-Unis». «Il ne va pas envahir le Canada, il ne va pas déclarer la guerre au Groenland même s'il le menace. (...) Il agite les armes de la négociation avec l'expérience qu'il a. Il a été à la Maison Blanche, il sait comment ça marche», analyse un expert.

Il n'empêche ! Comment un homme qui exprime aussi publiquement ses visées expansionnistes de territoire pourrait calmer Poutine et d'autres? Que dit-il des crises en Afrique, continent qu'il n'avait jamais visité lors de son premier mandat et qu'il n'envisage pas de visiter au cours de celui qui s'est ouvert le 20 janvier 2025?

Il est vrai que le président américain républicain milliardaire reste un homme d'affaires et l'Afrique l'intéresserait non pas pour les droits de l'homme ou la gouvernance mais pour son sous-sol, ses minerais rarissimes qui sécuriseraient les intérêts stratégiques de son pays, les États-Unis.

Dans ce jeu, le Congo a sa part pleine et entière. Soyons-en convaincus: la solution dans cette guerre face au Rwanda viendra des Anglo-Saxons. À la réunion d'urgence du Conseil de Sécurité à New York, Washington et Londres étaient en pointe. Soyons focus.

Ce que la Génération Z place au cœur du bonheur

Sait-on le véritable secret du bonheur ? Selon les générations, la notion d'épanouissement personnel varie. En 2028, ni l'argent, ni la santé. Voici ce qui rend l'homme vraiment heureux.

Comment s'épanouir au quotidien ? Quel est le véritable secret du bonheur ? Est-il vraiment possible d'être heureux ? Ces questions sont courantes et de nombreux individus sur cette pla-

nète se les posent chaque jour. Dans un quotidien où l'on peut vite réduire la simple notion de bonheur au fait d'être en bonne santé ou d'avoir un compte en banque bien rempli, les attentes évoluent pourtant d'une génération à l'autre.

Ni, NI.

Voici les nouveaux codes du bonheur selon la Gen Z. Alors que, pour les baby-boomers, autrement dit les personnes nées entre 1946 et 1964, les notions d'argent ou de santé s'inscrivent parmi les facteurs prédominants de l'épanouissement personnel, durant de longues années, c'est même notre carrière qui

a défini (ou presque) notre niveau de bonheur. Pourtant, selon une enquête mondiale menée en 2025 par le cabinet de conseil et d'audit Deloitte auprès de la génération Z et des millennials, une tout autre vision du bonheur se dessine. Ces recherches révèlent que ces générations ne sont plus axées uniquement sur un facteur de bonheur précis, mais plutôt sur un équilibre entre la quête d'argent, de sens et de bien-être. En clair, cette génération cherche à trouver la bonne balance entre la vie personnelle et la vie professionnelle. Et les chiffres parlent d'eux-mêmes. «89 % des membres de la généra-

tion Z estiment qu'avoir un travail qui a du sens est important pour leur satisfaction et leur bien-être». Plus surprenant encore, seuls 6 % déclarent que devenir dirigeant est leur principal objectif professionnel. Concrètement, la notion d'équilibre devient une priorité. Quand l'équilibre devient une priorité. D'après un sondage Intuit réalisé en mars 2025, 64 % des membres de la Génération Z estiment que la tranquillité d'esprit compte plus que l'accumulation de richesses, et 58 % d'entre eux affirment qu'ils privilégieraient leur temps personnel et leur équilibre de vie, même

si cela signifie gagner moins d'argent. Malgré ces chiffres déterminants, la notion d'argent reste encore une source majeure de stress : «61 % des millennials déclarent que leur situation financière personnelle est une source de stress, contre 49 % de la génération X et 32 % des baby-boomers et des générations plus âgées», comme le rapporte une enquête Dynata et BetterHelp. Alors, quel est le véritable secret du bonheur ? Où se trouve le bonheur ? Selon la plus grande étude sur le bonheur, menée par l'Université d'Harvard pendant près de 85 ans, ce ne sont en effet ni l'argent ni la santé qui régissent notre

épanouissement personnel, mais plutôt la qualité de nos relations sociales. Les recherches confirment que pouvoir ne compter que sur une seule personne de son entourage favoriserait le bonheur tout au long de la vie. Néanmoins, d'autres facteurs déterminent également notre niveau de satisfaction de vie. Comme le rapporte Martin Seligman, fondateur de la psychologie positive et de la méthode P.E.R.M.A, mener une vie pleine de sens favorise largement notre épanouissement personnel. De quoi faire réfléchir...

AVA SKOUPSKY

L'habitude et les traits surprenants des personnes les plus intelligentes

Longtemps considéré comme l'étalon de l'intelligence, le QI ne fait plus l'unanimité. Les chercheurs de Stanford préfèrent désormais définir l'intelligence selon les traits de personnalité des individus.

Chacun possède son propre regard sur le monde. Cette profusion de pensées et concepts a inspiré un modèle à Howard Gardner rendant mieux compte de la diversité de nos facultés : «les intelligences multiples». Mieux les cerner

permet de décupler nos forces. Un enjeu majeur développé dans une vaste étude américaine menée sur plus de vingt ans ! Après avoir analysé près de 600 parents et enfants, les chercheurs ont identifié l'existence de traits de caractère communs aux esprits les plus brillants. Les résultats de leurs travaux de recherche ont permis de révéler trois grands aspects communs (et surprenants) de leur personnalité.

1. Elles savent maîtriser leur frustration.

Les travaux menés par le Dr Emma Seppala de

l'Université de Stanford découvrent un premier comportement commun aux personnes intelligentes. Selon les chercheurs, ces personnalités arrivent mieux à maîtriser des émotions comme la frustration ou l'agacement. Quand on sait que la régulation de ses émotions n'est pas une mince affaire, savoir les gérer au quotidien est une compétence essentielle. Elle serait même innée chez ces chanceux. Comment y parviennent-ils ? En verbalisant plus facilement leurs ressentis négatifs auprès de leurs interlocuteurs, ce qui leur permet de mieux gérer leurs émotions et de

développer leur intelligence émotionnelle.

2. Elles ont un rapport plus sain à l'erreur.

Pour les personnes intelligentes, l'erreur est considérée comme un apprentissage, souligne l'étude. Les échecs sont positifs et les fautes bénéfiques. S'ils assument leurs dérapages, ces individus ont tendance à être indulgents avec eux-mêmes et pratiquent l'auto-compassion. «Ce trait de personnalité serait même le secret de la résilience, de la force face à l'échec, de la capacité d'apprendre de ses erreurs et de rebondir avec plus d'enthousiasme», selon les chercheurs américains. À l'inverse, les personnes dotées d'un QI inférieur auraient tendance à attribuer leurs échecs aux autres et à avoir du mal à assumer leurs responsabilités.

3. Elles disent souvent des injures.

C'est un comportement «déconcertant» qui peut justement choquer l'entourage. Ne dit-on pas «Comporte-toi intelligemment» à un enfant qui dit des gros mots en public ? On a tendance à croire que les personnes intelligentes sont plus à l'aise en société, parce qu'elles maîtrisent leurs émotions. Mais c'est jus-

tement pour cette raison que ça ne les empêche pas de dire des gros mots avec aisance. Et aussi étonnant que cela puisse paraître, elles n'ont pas complètement tort ! Lorsqu'on ressent de la colère, les jurons peuvent faire du bien à la santé mentale. Malgré leur mauvaise réputation et l'impact qu'ils peuvent avoir sur l'interlocuteur, les gros mots permettraient d'augmenter la confiance en soi et renforcer la motivation et la productivité. Mais attention, lorsqu'on jure trop souvent, les effets positifs des grossièretés s'atténuent. À utiliser à bon escient.

CÉCILIA OUIBRAHIM

Parler à voix haute et être grossier indiquent des signes d'intelligence

L'intelligence peut prendre différentes formes. Si le quotient intellectuel est l'un des indicateurs les plus connus, d'autres signes peuvent révéler que vous êtes plus intelligent que la moyenne et certains sont surprenants.

Les chercheurs ont notamment étudié le langage pour identifier des comportements associés à des capacités cognitives supérieures et ont mon-

tré que deux d'entre elles, qui étaient généralement mal vues, sont en fait des signes d'intelligence. La première habitude est celle de se parler tout seul à voix haute (nouvelle fenêtre), estime le psychologue Mark Travers dans Forbes (nouvelle fenêtre). Si cela peut être vu comme quelque chose d'excentrique et d'étrange, une étude publiée en 2023 a listé les bénéfices de parler tout seul. Elle a montré qu'un monologue intérieur pouvait aider à la résolution de problèmes,

à s'autoréguler, à faire travailler sa mémoire. Selon la psychologue, extérioriser ses pensées est utile car elles sont plus affinées et efficaces en étant exprimées à voix haute, soulignant que les personnes qui parlent naturellement toutes seules ont peut-être trouvé l'un des moyens les plus fiables de garder leurs pensées sur la bonne voie. Jurer au bon moment est un signe d'intelligence. La deuxième habitude qui serait un signe d'intelligence est le fait de

jurer. Des chercheurs ont prouvé que dire des injures n'était pas synonyme d'un manque de vocabulaire. Selon Mark Travers, savoir utiliser un juron avec précision a plus d'impact qu'une phrase bien construite. En effet, cela nécessite de décrypter le contexte social, de comprendre le registre et de faire preuve d'un jugement linguistique nuancé. Ces compétences ne sont pas celles d'une personne au vocabulaire limité, mais bien celles d'une personne ayant

un vocabulaire sophistiqué. Toutefois, une autre étude de 2018 a souligné que les gens jugent les personnes qui jurent comme étant moins intelligentes et moins dignes de confiance par rapport à celles qui ne jurent pas. Maîtriser le langage tabou et savoir quand ne pas jurer est une forme d'intelligence en soi, même si cela n'est pas perçu de cette façon par les autres. Mais le fait de jurer ou de se parler à voix haute est souvent vu comme une défaillance de l'autorégulation.

Selon la recherche, ces habitudes reflètent plutôt une facilité à utiliser le langage comme un outil cognitif et à le déployer avec précision et aisance. Cela montre aussi une capacité à mobiliser tout un système lexical. L'intelligence peut ainsi se révéler de multiples façons. Si vous avez tendance à vous parler à voix haute ou s'il vous arrive d'être grossier, vous aurez maintenant une bonne excuse pour dire qu'il s'agit d'un signe d'intelligence.

CAROLINE FRUHAUF

Que manger pour garder ses os solides

La densité osseuse de l'homme commence à diminuer plus tôt que l'on ne l'imagine. Veiller à ce que l'alimentation soit riche en certains nutriments peut aider à garder un squelette solide.

Boire du lait aide à développer des os solides. C'est l'un des premiers conseils de santé que l'on prodigue. L'enfant est encouragé à finir son verre de lait à la création, avec la promesse que le calcium aiderait à développer un squelette solide et en bonne santé. Mais bien que ces conseils mettant l'accent sur les produits laitiers soient souvent gravés dans nos mémoires dès le plus jeune âge, on parle moins aujourd'hui de la fréquence des problèmes d'os fragiles à un âge avancé - et du fait que si l'on ne protège pas ses os quand l'on est jeune, l'homme s'expose à un risque accru de fractures. Heureusement, l'homme peut agir, quel que soit son âge. Grâce à une alimentation riche en nutriments adaptés et à une activité physique régulière, il peut avoir des os en meilleure santé. La santé osseuse se forge des décennies avant que nos os ne commencent à montrer des signes de fragilité. Le squelette dont l'homme dispose à un âge avancé dépend de la réserve osseuse qu'il a constituée pendant l'enfance et le début de l'âge adulte, période durant laquelle les os se renforcent et gagnent en densité avant d'atteindre leur pic au début de l'âge adulte, explique Kate Ward, professeure spécialisée dans la santé musculo-squelettique mondiale à l'Université britannique de Southampton. Par la suite, l'homme commence à perdre de la densité osseuse à mesure qu'il vieillit. On compte également environ 500 millions de personnes dans le monde atteintes d'ostéoporose, une

affection qui affaiblit les os, les rendant plus fins et plus fragiles.

OSTÉOPÉNIE ET OSTÉOPOROSE.

Des affections telles que l'ostéopénie et l'ostéoporose sont souvent des maladies silencieuses qui ne présentent aucun symptôme jusqu'à ce qu'une fracture susceptible de bouleverser la vie survienne, explique Julie Thompson, de la Royal Osteoporosis Society au Royaume-Uni. C'est particulièrement le cas pour les fractures de la hanche, dont on recense plus de 10 millions par an dans le monde chez les personnes âgées de plus de 55 ans. Les conséquences peuvent être dramatiques, ces fractures pouvant entraîner des complications telles que des pneumonies ou des crises cardiaques. Au total, environ 30 % des patients âgés de plus de 60 ans décèdent dans l'année qui suit une fracture de la hanche - bien que d'autres facteurs, tels que l'âge et les pathologies préexistantes, puissent également jouer un rôle. À mesure qu'elles vieillissent, les femmes sont particulièrement exposées à une perte de densité osseuse, notamment pendant la ménopause, et elles présentent une prévalence plus élevée d'ostéoporose. Mais les hommes sont également touchés. « Historiquement, l'ostéoporose était considérée comme une maladie féminine, car (davantage) d'hommes mouraient dans la soixantaine des suites d'une maladie cardiaque. Aujourd'hui, ils vivent suffisamment longtemps pour que l'ostéoporose se manifeste », explique Bess Dawson-Hughes, professeure de médecine à l'Université Tufts, spécialisée dans les fonctions osseuses et musculaires. Que manger pour s'assurer que les os restent solides ?

► Lait, fromage



Mal au genou et personne âgée souffrant d'arthrite, d'ostéoporos. DR.

et yaourt. Le calcium, la vitamine D et les protéines sont les principaux facteurs de la santé osseuse, tandis que des nutriments tels que la vitamine K, le magnésium, le zinc et le phosphore jouent tous un rôle important dans le maintien de la santé des os et des muscles. L'on rappelle que les aliments riches en produits laitiers sont effectivement riches en calcium : un verre de lait de 200 ml (6,8 fl oz) en apporte environ 260 mg. Des chercheurs ont examiné les effets d'une consommation accrue de produits laitiers et de protéines chez 7.195 personnes âgées vivant en maison de retraite. Le constat est qu'au bout de deux ans, les personnes du groupe ayant la consommation la plus élevée de produits laitiers présentaient un risque de chute réduit de 11 % et un risque de fracture de la hanche réduit de 46 %. Comme l'intervention a augmenté à la fois l'apport en calcium et en protéines, les chercheurs suggèrent que c'est peut-être la combinaison des deux qui a procuré cet effet protecteur. Quant à la quantité à consommer, les recommandations varient d'un pays à l'autre. Au Royaume-Uni, il est recommandé aux adultes de consommer environ 700 mg de calcium par jour. Si la personne présente un risque d'ostéoporose, la recommandation est de 1.000 mg par jour. Les femmes ménopausées devraient viser un apport de 1.200 mg. Aux États-Unis, il est recommandé aux adultes

de consommer entre 1.000 et 1.200 mg de calcium par jour, en fonction de leur âge et de leur sexe.

► **Soja.** Il existe de nombreuses sources alimentaires non laitières qui aident à intégrer du calcium dans l'alimentation. Parmi celles-ci figurent les aliments à base de soja, tels que le tofu et les fèves d'edamame : 100 g (3,5 oz) de tofu contiennent 200 mg de calcium. De nouvelles données suggèrent que les aliments à base de soja pourraient réduire le risque de fractures. Le soja contient un type de composé végétal naturel qui s'apparente à l'œstrogène, appelé isoflavone. Des études ont montré que les femmes ménopausées ayant un apport élevé en compléments alimentaires à base de soja présentent une meilleure densité osseuse. Une méta-analyse portant sur plus de 9.000 femmes ménopausées a révélé que celles qui prenaient des compléments alimentaires à base d'isoflavones de soja présentaient de légères améliorations de la densité minérale osseuse au niveau de la colonne vertébrale, de la hanche et de l'avant-bras. Les bénéfices les plus importants ont été observés avec des compléments à forte dose pris pendant au moins un an, mais des recherches supplémentaires sont nécessaires pour comprendre les avantages liés à la consommation d'aliments à base de soja par rapport aux compléments alimentaires. Le tempeh constitue

une autre source de soja. Il est obtenu par fermentation, un processus qui décompose les composés dits « antinutriments », susceptibles d'entraver l'absorption des minéraux essentiels à la santé osseuse. L'organisme peut ainsi absorber davantage de calcium provenant du tempeh.

► Graines de chia.

Les graines de chia constituent une excellente source de calcium, de magnésium et de phosphore, et une petite quantité suffit pour bénéficier de nombreux nutriments. Une cuillère à soupe contient 95 mg de calcium. Elles sont également riches en acides gras oméga-3, qui contribuent à réduire l'inflammation. Ce point est particulièrement important, car une inflammation chronique peut amener l'organisme à dégrader le tissu osseux ancien plus rapidement qu'il ne parvient à le reconstruire. À long terme, ce déséquilibre peut augmenter le risque d'ostéoporose. Lors d'études menées sur des animaux, les rats nourris avec des graines de chia pendant plus d'un an présentaient une meilleure densité minérale osseuse que ceux suivant un régime alimentaire standard.

► Des fruits secs.

Cas des pruneaux et des figues. On ne pense pas forcément aux fruits secs lorsqu'on évoque la santé osseuse, mais certains aliments comme les figues et les abricots sont riches en calcium : deux figues sèches contiennent environ

100 mg de calcium. Les fruits frais peuvent également en être une source, une orange en contenant environ 50 mg. Les figues et les abricots contiennent également du magnésium, qui contribue à la formation osseuse et à l'équilibre minéral. De plus, de nombreux fruits sont riches en polyphénols, des composés végétaux naturels dotés de propriétés antioxydantes et anti-inflammatoires, qui pourraient contribuer à ralentir la dégradation osseuse. Un essai contrôlé randomisé a montré que les femmes qui consommaient 50 g de pruneaux par jour pendant un an présentaient une perte osseuse moindre que celles qui n'en consommaient pas, tandis qu'une étude de synthèse a révélé qu'une consommation plus élevée de fruits et légumes était associée à une densité minérale osseuse plus élevée et à un risque de fractures plus faible. « Il faut vraiment considérer les os et les muscles comme un seul et même système », explique Dawson-Hughes. « Si vous parvenez à préserver votre force musculaire, vous réduirez le risque de chutes et vous diminuerez considérablement votre risque de fracture ». Les poissons gras sont également riches en vitamine D, qui aide l'organisme à absorber le calcium. Une carence en ce nutriment est associée à de la fatigue, à une diminution de la fonction musculaire et à un risque accru de chute.

► Qu'en est-il des compléments alimentaires ?

Les bienfaits de la prise de compléments alimentaires pour la santé osseuse restent un sujet controversé parmi les chercheurs, en raison de résultats contradictoires, explique Amelia Moore, chercheuse à l'unité d'ostéoporose de l'hôpital Guy's à Londres. En effet, leur efficacité dépend de la population qui les prend, précise-t-elle. Des études sug-

gèrent que les compléments en vitamine D pourraient ne pas prévenir les fractures chez les personnes en bonne santé, bien que des recherches antérieures aient montré qu'ils pouvaient réduire le risque de chutes chez les personnes âgées.

Une consommation excessive (supérieure à 100 mg, ce qui est nettement supérieur à l'apport quotidien recommandé de 10 à 15 mg) pourrait augmenter le risque de chutes. Cela suggère que « plus n'est pas forcément mieux », explique Dawson-Hughes. « Si votre alimentation comprend des produits laitiers, des protéines, des légumes verts à feuilles, du poisson et de la viande, vous disposerez de toutes les vitamines et de tous les minéraux dont vous avez besoin, mais certaines personnes n'ont pas cette chance. Et ces personnes auront probablement besoin de prendre des compléments », à en croire Sagen Zaczvarhese. Bien sûr, il existe de nombreux aliments végétaliens qui contiennent naturellement du calcium, tels que les légumes verts à feuilles, les graines de sésame et diverses légumineuses, et certaines personnes peuvent parvenir à couvrir leurs besoins grâce à ces sources. Cependant, une méta-analyse a révélé que les végétaliens ont tendance à consommer moins de ce nutriment que les omnivores ou les végétariens, et les experts indiquent que les végétaliens pourraient envisager de consommer des aliments enrichis ou des compléments alimentaires. D'une manière générale, explique Moore, « les meilleurs moyens pour l'homme de préserver la santé de ses os consistent notamment à adopter une alimentation saine, équilibrée et variée ». Et bien sûr, il faut y associer une pratique régulière d'exercices de mise en charge. MELISSA HOGENBOOM ■

Le Procureur Général réclame des preuves dans les affaires liées à la fraude électorale



THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER

international

SINCE 1989

N°1605 | LUNDI 15 AVRIL 2024 | 20 PAGES €7 \$8

Tout réside dans le casting



La Première ministre Judith Siminwa Tuluka s'est déjà mise au travail en engageant des consultations en vue de la formation de son gouvernement. DR.



LE SOFT INTERNATIONAL A ÉTÉ RÉPERTORIÉ À NEW YORK PAR LE QUOTIDIEN THE NEW YORK TIMES COMME UNIQUE NEWSPAPER EN ZONE AFRIQUE CENTRALE.

La voiture de l'année 2026

Ce qu'il faut savoir de la Mercedes CLA qui a remporté le titre de Voiture de l'Année 2026, s'imposant par sa maîtrise technologique absolue.

Cette berline électrique couronnée redéfinit les standards du voyage en supprimant l'angoisse de la panne grâce à une recharge express et une autonomie exceptionnelle. Avec 775 km de portée WLTP, elle prouve la maturité de l'électrique sur longue distance.

Identifier le véhicule qui redéfinit réellement les standards du marché reste complexe face à la multiplication des offres électriques. Le jury européen a pourtant tranché sans équivoque en nommant la nouvelle Mercedes CLA voiture année 2026 pour son excellence technique et son audace. Nous analysons ici les critères décisifs, de l'autonomie record à l'interface de pointe, qui ont permis à ce modèle de surclasser ses concurrents.

PRIX PRESTIGIEUX, BERLINE AUDACIEUSE.

La nouvelle Mercedes CLA est la voiture de l'année 2026, une victoire marquante. Le résultat a été officiellement proclamé lors du Salon de Bruxelles. C'est un retour au sommet pour la marque allemande. Elle affiche un score de 320 points, creusant une marge confortable sur ses poursuivants. Ce choix a pu surprendre certains observateurs qui attendaient un modèle plus généraliste. Pourtant, la domination technique de l'allemande a fini par convaincre tout le monde. La CLA impose sa ligne de berline au design de coupé. Cette silhouette se démarque dans un



Une berline qui redéfinit les standards du voyage en supprimant l'angoisse de la panne grâce à une recharge express. DR.

paysage automobile dominé par les SUV. Les coulisses du prix Car of the Year ? Le jury se compose de 59 journalistes automobiles européens très expérimentés. Ils viennent de nombreux pays différents pour garantir une vision globale. Cette diversité assure l'indépendance et la crédibilité du prix. Les jurés testent les modèles finalistes sur route et sur circuit avant de voter. Chaque juré dispose ensuite de points précis à répartir. Ce n'est pas un concours de beauté ou de popularité. C'est une évaluation basée sur des critères stricts comme l'innovation technique et le design. La sécurité entre également en compte. Enfin, le rapport qualité-prix reste un élément déterminant pour gagner. La technologie électrique au cœur de la victoire. Une autonomie qui change les règles du jeu. La nouvelle Mercedes cla voiture année 2026 frappe

fort là où ça compte vraiment. Son atout maître réside dans une endurance à peine croyable pour une berline de ce segment. On parle ici d'un chiffre officiel dépassant les 775 km en cycle WLTP. Oubliez la peur de la panne sèche sur l'autoroute ou le stress de la jauge qui baisse. Avec une telle réserve d'énergie, un trajet comme Paris-Marseille devient envisageable sans avoir les yeux rivés sur l'écran de contrôle. Cette prouesse technique place la CLA loin devant ses rivales et a clairement fait pencher la balance lors du vote final. L'architecture 800v : la recharge express. Mais l'autonomie ne fait pas tout. La CLA intègre une architecture 800 volts, une technologie de pointe qu'on ne trouve d'habitude que sur des modèles beaucoup plus onéreux et exclusifs. L'avantage pour vous est immédiat à la borne : ça va vite, très vite. Le

système accepte une puissance de charge grimpant jusqu'à 320 kW, pulvérisant les temps d'attente habituels face aux bornes rapides sur les aires de repos. Concrètement, il suffit d'une pause café d'un quart d'heure pour récupérer plusieurs centaines de kilomètres. C'est ça, la vraie liberté électrique. Plus qu'un moteur : une expérience à bord repensée. L'interface mbux de nouvelle génération. L'intérieur de la Mercedes CLA voiture année 2026 frappe fort dès l'ouverture de la porte. Le MBUX Superscreen traverse toute la largeur de la planche de bord. C'est une dalle massive aux graphismes issus du gaming. L'effet visuel est saisissant. Mais la fluidité prime sur la taille. Le système réagit instantanément grâce à une puce ultra-rapide. L'intelligence artificielle intégrée analyse vos habitudes pour vous proposer les bonnes

fonctions au bon moment. Cet environnement numérique immersif a bluffé le jury européen. C'est une preuve concrète que le constructeur a une longueur d'avance sur l'ergonomie. Connectivité et aides à la conduite de pointe. La connectivité ne se limite plus au simple Bluetooth. Votre véhicule s'intègre désormais parfaitement à votre écosystème numérique personnel. Tout se synchronise avec votre smartphone pour une continuité de service absolue. Sur la route, la suite MB.DRIVE prend le relais pour sécuriser chaque kilomètre. Le système gère les distances et le maintien dans la voie avec une douceur impressionnante. On touche du doigt la conduite semi-autonome réelle. C'est rassurant sans être intrusif. Cette débauche technologique légitime totalement son prix prestigieux. Mercedes ne vend pas juste une voiture,

mais un copilote sûr et sûr.

L'ÉTOILE RÉAFFIRME SON STATUT.

Renault a tout raflé ces dernières années, mais la fête est finie. L'Allemagne reprend la main avec autorité sur ce podium européen très convoité. C'est un coup d'arrêt brutal pour l'hégémonie tricolore récente et un signal fort envoyé par Berlin. La nouvelle berline a laissé le Skoda Elroq et la Kia EV4 loin derrière au classement final. Les 59 jurés ont clairement privilégié la sophistication technique pure. Le prix bas ne suffit plus pour gagner face à l'ingénierie. L'écart de points est d'ailleurs saisissant quand on regarde les autres finalistes de cette élection 2026. La domination allemande ne laisse aucune place au doute. Vous ignorez sans doute ce détail, mais c'est un événement historique pour le constructeur. Mer-

cedes n'avait pas décroché ce graal depuis 1974 avec la 450 SE. Une attente de cinquante-deux ans s'achève enfin. Ce trophée récompense une stratégie radicale axée sur l'électrique et la montée en gamme. En imposant la CLA voiture année 2026, la marque valide sa vision du futur. C'est la preuve que l'innovation prime sur le conservatisme. C'est un bond de géant qui marque l'évolution par rapport à la précédente génération de CLA. Le sacre de la Mercedes-Benz CLA au titre de Voiture de l'Année 2026 marque un tournant décisif. En alliant une autonomie électrique record à une technologie embarquée de pointe, la berline allemande redéfinit les standards du segment premium. Cette victoire historique confirme que l'innovation technique demeure le moteur principal de l'industrie automobile actuelle.



CECI S'APPELLE CERTAINEMENT UNE SALLE NOIRE DE MONDE QU'AUJOURD'HUI AUCUN AUPARAVANT N'AVAIT JAMAIS REMPLIE MAIS OÙ, EN PLEINE PÉRIODE D'INCERTITUDE, LE PARTI POUR L'ACTION-LE PARTI DU CRABE REFUSE DU MONDE. DR.



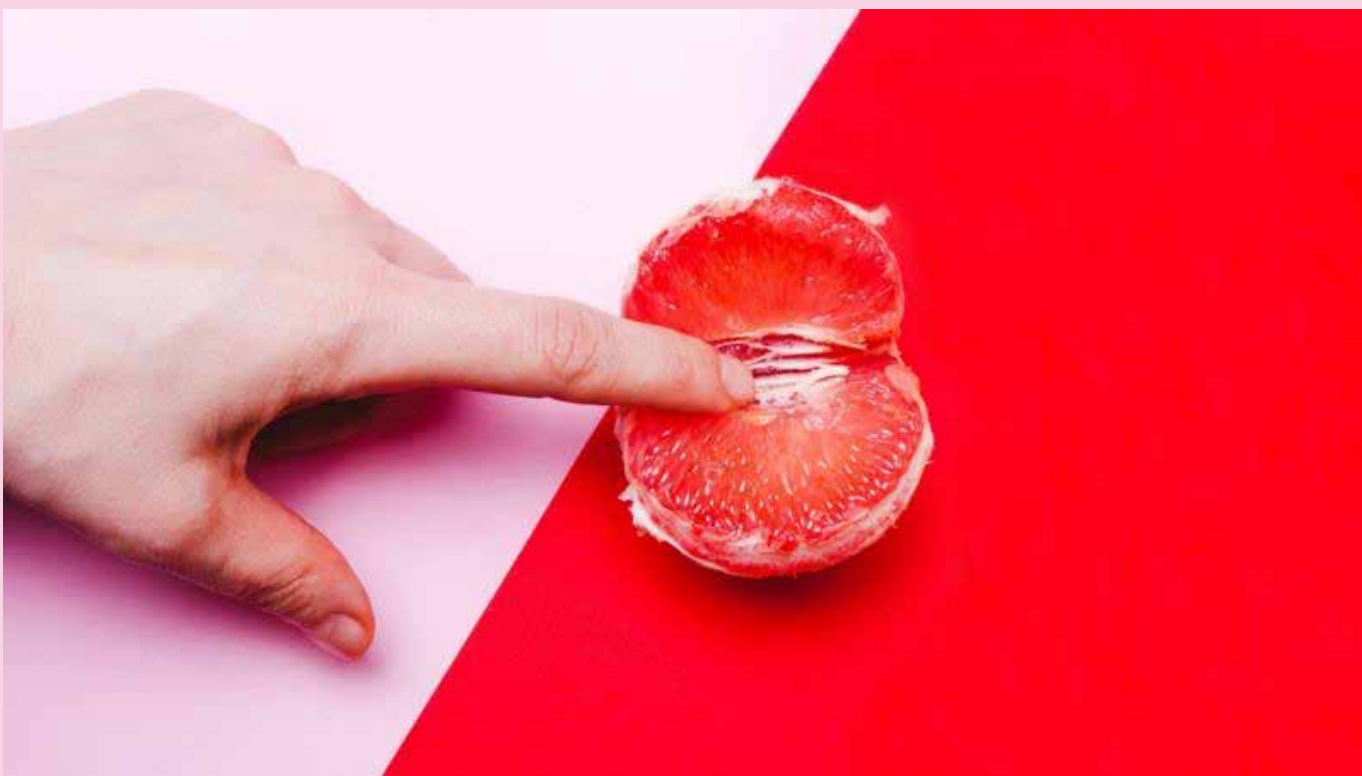
SUR LES BORDS DE NOTRE LUÏE, SUR NOS TERRES BÉNIES DU BANDUNDU, DANS LE MASIMANIMBA, DES VILLAGES ENTIERS SE VIDENT ET ENTRENT EN TRANSE À L'APPARITION DE YA KHALA (LE GRAND CRABE). UNE HISTOIRE VIENT DE COMMENCER. DR.



Aller plus à la stimulation

Selon une étude sur le plaisir sexuel féminin publiée dans la revue Archives of Sexual Behaviour, une femme sur deux atteint souvent l'orgasme plus fréquemment lorsqu'elle est seule que lorsqu'elle est avec un partenaire lors d'un rapport sexuel.

Les scientifiques ont analysé les réponses de plus de 28.000 femmes et ont constaté que le problème n'était pas d'ordre anatomique, mais qu'il tenait à la relation avec le partenaire. Selon une étude, 47 % des femmes ont déclaré atteindre rapidement l'orgasme et éprouver du plaisir sexuel lorsqu'elles se masturbent. Interrogées par les chercheurs sur les raisons de ce phénomène, les femmes interrogées ont donné des réponses variées. Plus de la moitié des femmes



La stimulation clitoridienne aide une femme à atteindre l'orgasme que la pénétration. DR.

qui n'atteignent l'orgasme que seules ont expliqué que cela était dû à un manque de stimulation suffisante de la part de leur partenaire. Cela peut inclure les préliminaires, tels que les baisers et les caresses, avant le rapport sexuel. Parmi les femmes qui atteignent facilement l'orgasme avec leur partenaire, plus des deux tiers ont déclaré que leur partenaire savait exactement de quel type de stimu-

lation sexuelle elles avaient besoin. Selon Karen Blair, la capacité d'une femme à atteindre l'orgasme ne dépend pas uniquement de son anatomie physique, mais aussi de la qualité de la communication et de l'interaction sexuelle entre deux personnes.

STIMULATION CLITORIDIENNE.

Les auteurs de l'étude expliquent que, malgré de nombreuses

années de débats sur l'importance du clitoris dans l'atteinte de l'orgasme, la pénétration vaginale lors des rapports sexuels avec un partenaire reste l'acte sexuel le plus courant. De nombreuses études montrent que la stimulation clitoridienne est plus susceptible d'aider une femme à atteindre l'orgasme que la pénétration vaginale seule. Karen Blair ajoute que des études scientifiques

antérieures corroborent cette idée. Les rapports sexuels avec pénétration sont généralement plus agréables pour les hommes, tandis que pour de nombreuses femmes, la stimulation clitoridienne reste le moyen le plus sûr d'atteindre l'orgasme lorsqu'elle est associée à une pénétration pénienne. La deuxième raison souvent invoquée par les femmes pour expliquer pourquoi elles atteignent plus

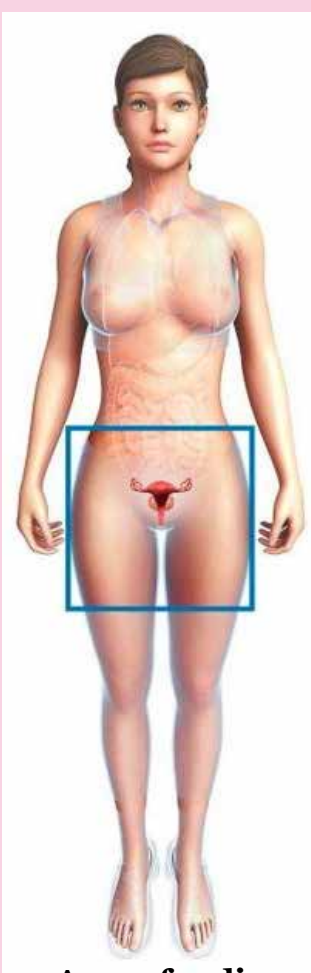
fréquemment l'orgasme lorsqu'elles se masturbent est l'absence de la pression liée à la « performance » qui accompagne les rapports sexuels à deux. Lorsqu'elles sont seules, les femmes ne se sentent pas sous pression, elles ne s'inquiètent pas de devoir atteindre l'orgasme, elles sont moins gênées par leur corps et il leur est plus facile de faire une pause si elles se sentent fatiguées. Une autre raison pour laquelle les femmes ont du mal à atteindre l'orgasme avec leur partenaire est la difficulté à communiquer ouvertement sur ce qu'elles apprécient pendant les rapports sexuels. Bien que la masturbation augmente souvent les chances d'atteindre rapidement l'orgasme, de nombreuses femmes qui parviennent à l'orgasme avec leur partenaire sont généralement satisfaites de leur vie sexuelle. Les auteurs de cette étude expliquent cette situation en affirmant que ces deux types de rela-

tions sexuelles remplissent des fonctions différentes. La masturbation procure un sentiment de contrôle, de concentration totale sur ses propres sensations et d'absence de jugement. En revanche, les rapports sexuels avec un partenaire sont associés à l'intimité émotionnelle et à la confiance. Le nombre d'orgasmes atteints par une femme n'explique qu'environ 11 % des variations observées dans la satisfaction des femmes vis-à-vis de leur vie sexuelle. Le simple fait d'atteindre l'orgasme ne garantit pas à une personne une vie sexuelle satisfaisante. Même parmi les femmes insatisfaites de leur vie sexuelle, nombreuses étaient celles qui atteignaient régulièrement l'orgasme. À l'inverse, certaines femmes qui déclaraient avoir une bonne vie sexuelle n'atteignaient pas l'orgasme à chaque rapport. La clé de ce phénomène réside peut-être en la femme elle-même.

L'orgasme n'est pas le summum du plaisir

La jeune femme lui avait parlé de son cours «Sexualité féminine», enseigné par la professeure et auteure Emily Nagoski (États-Unis, 1977). Après la confession de sa mère, l'étudiante lui envoie les diapositives du cours, qui montraient des photos de vulves, des diagrammes et des illustrations.

Cette anecdote est racontée par Nagoski elle-même dans son livre «Just the Way You Are : The Surprising New Science That Will Transform Your Sex Life», best-seller du New York Times publié en 2015. S'appuyant sur des



Approfondir la connaissance de notre corps et de ce qui nous procure du plaisir. DR.

études scientifiques et les expériences de milliers de femmes, l'auteure explore la science de la sexualité féminine et remet en question de nombreux concepts. Nagoski est titulaire d'un doctorat en comportements de santé, avec une spécialisation en sexualité humaine, et d'une maîtrise en conseil pédagogique, tous deux obtenus à l'université de l'Indiana. Il a récemment publié le livre «Come Together : The Science (and Art !) of Creating Lasting Sexual Connections».

Ce qui fait que la femme «se sente pas à la hauteur entre les draps»?

Mon Dieu, il y en a tellement ! Parlons seulement des mythes sur l'orgasme. C'est un

mythe que la plupart des femmes ont un orgasme par pénétration : seulement 25 % d'entre elles y parviennent, les autres y parviennent parfois, rarement ou jamais. C'est un mythe de croire que nous aurons un orgasme la première fois que nous aurons des rapports sexuels : seulement 10 % des femmes y parviennent, et la plupart des orgasmes sont obtenus en touchant leurs propres organes génitaux. C'est un mythe de croire que l'orgasme est «le summum du plaisir» : c'est peut-être le cas, mais il existe de nombreuses autres façons d'éprouver un plaisir sexuel intense. En outre, tous les orgasmes ne sont pas du tout agréables. Il y a tellement de

mythes que je pourrais littéralement les citer toute la journée.

Un mythe préjudiciable aux femmes?

Un mythe très dangereux est l'idée que l'on peut savoir ce qu'une personne veut ou aime en se basant sur ce que font ses organes génitaux. La réponse génitale indique simplement que le cerveau remarque quelque chose en rapport avec le sexe, mais cela ne signifie pas que la personne veut ou aime ce qui se passe. C'est ce qu'on appelle une «inadéquation de l'excitation». J'ai donné une conférence TEDTalks sur ce sujet. Avons-nous évalué nos expériences sexuelles de la mauvaise manière?

Les femmes

mettent-elles trop de pression sur l'orgasme?

Les orgasmes n'ont d'importance que dans la mesure où vous décidez qu'ils en ont. S'ils sont très importants pour vous, tant mieux. S'ils ne le sont pas, c'est très bien aussi. S'ils sont importants pour vous, je vous recommande de savoir quel type de stimulation et dans quel contexte vous éprouvez le plus de plaisir. S'ils ne sont pas importants pour vous, je vous suggère d'améliorer la communication avec votre partenaire, afin qu'il ou elle sache que ce n'est pas votre priorité et que vous préférez éprouver du plaisir sexuel d'une autre manière. Communiquez avec confiance et joie ; il s'agit de votre corps

et de votre sexualité, c'est vous qui décidez comment et quand vous êtes touché(e).

Ne s'agit-il pas d'orgasmes, de leur nombre, de la fréquence des rapports sexuels ou de l'envie de faire l'amour, mais de plaisir. «Le plaisir est-il la mesure», «le plaisir est-ce ce qui compte»...

D'une part, je vais dire que «le plaisir est la mesure» du bien-être sexuel, parce que c'est ce qu'indiquent les recherches. Lorsque les scientifiques s'adressent aux personnes qui s'identifient comme ayant une sexualité extraordinaire, ils ne parlent pas de désir et d'orgasme, mais d'authenticité, de vulnérabilité, d'empathie et de plaisir.

La droite européenne s'assoie sur la plus grande crise entre l'Espagne et le Maroc



Ils ont tenté de rejoindre «l'Europe de l'espoir», près de 90 migrants à majorité marocains y ont péri. DR.

Avec l'afflux de migrants à Ceuta, l'enclave espagnole située sur le continent africain, face à la péninsule Ibérique, à environ quinze kilomètres des côtes de la province espagnole de Cadix, en Espagne, l'extrême droite a mis l'unité de l'Union Européenne, UE, sous pression.

L'afflux soudain et éphémère de migrants dans l'enclave espagnole de Ceuta, la semaine dernière, s'est mué en querelle diplomatique au niveau européen sur le sujet très inflammable des flux migratoires et de la protection des frontières extérieures de l'Union européenne. Une réunion d'urgence a réuni mardi 4 août les ministres de l'Intérieur de ses États membres. L'ambiance de la visioconférence a été pesante, tant ces derniers jours ont révélé des fractures politiques et idéologiques entre les 27. Les entrées illégales dans l'UE, ont beau avoir chuté de 37% au premier semestre de 2026 par rapport à la même période l'an dernier et aucune « personne n'a atteint l'Espagne continentale ou le reste de l'UE » depuis Ceuta la semaine dernière, du moins ce qu'en dit la Commission, qu'importe les faits et les chiffres : l'épisode a été largement exploité par la droite et l'extrême droite européenne. Avec succès, puisque cela a conduit à la réunion de mardi 4 août au cours de laquelle l'Espagne s'est retrouvée très isolée face à 22 États membres emmenés par l'Italie de Gior-

gia Meloni qui tiennent le gouvernement de Pedro Sanchez pour responsable de la crise en raison de sa politique jugée trop favorable aux sans-papiers. D'autant plus qu'en amont de la rencontre, Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission Européenne, a, elle aussi, adopté la posture d'un durcissement dans une lettre adressée au chef du gouvernement espagnol dans laquelle elle lui propose même « une surveillance accrue et, lorsque cela est nécessaire, l'utilisation de barrières physiques ».

LES RUMEURS ONT COMMENCÉ SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX.

Des publications virales annonçant l'ouverture de la frontière espagnole, et pas les réseaux criminels de passeurs, ont poussé des milliers de personnes depuis le Maroc vers l'exclave espagnole, mettant en évidence de graves défaillances dans les contrôles. Tout a commencé avec des publications sur Instagram qui laissaient entendre que la frontière entre l'Espagne et le Maroc était en train de s'ouvrir. Puis sont apparus des utilisateurs de Facebook qui suivaient les patrouilles des garde-côtes et des vidéos TikTok montrant par où nager. Au fil des publications et des commentaires, des milliers de Marocains se sont convaincus que l'Europe était soudain à portée de main.

En l'espace de quelques heures, les jeunes ont commencé à se diriger vers la frontière de l'enclave espagnole de Ceuta, dans le nord de l'Afrique. Des autobus bondés arrivaient dans la ville marocaine voisine de Fnideq. Les trains de banlieue se sont remplis. Les taxis aussi.

Lorsque les autorités ont réagi, on estimait qu'environ 60.000 personnes étaient arrivées à Ceuta en l'espace de quelques jours, la plus grande vague migratoire entre le Maroc et l'Espagne depuis des années. Plus de 80 migrants sont morts des deux côtés de la frontière, certains noyés, d'autres décédés dans une bousculade, selon les autorités. Presque tous les migrants qui ont survécu sont repartis peu après, mais les conséquences des événements se feront sentir durablement. Dans la ville marocaine de Larache, à quelque 150 kms de Ceuta, trois amis ont vu une vidéo publiée par un compte Instagram appelé Haraga Ceuta, qui affirmait que la frontière allait être ouverte. Haraga désigne, en dialecte marocain, les jeunes migrants qui détruisent leurs papiers et tentent de rejoindre l'Europe clandestinement. La publication a convaincu Anas Amrani, Yahya Harak et Ismail Atik qu'il valait la peine de risquer le voyage. Pour les migrants qui espéraient atteindre le territoire espagnol, la route la plus courante commence à Fnideq, d'où beaucoup tentent de nager sur environ cinq kilomètres en longeant la digue frontalière. D'autres partent du village voisin de Belyounech. Une vidéo TikTok traçait l'itinéraire exact que devaient suivre les nageurs. Dans des groupes Facebook comme Fnideq Bab Sebta, les utilisateurs partageaient des captures d'écran de plateformes de suivi des navires pour identifier les moments où les patrouilles des garde-côtes semblaient moins nombreuses. Certains demandaient des conseils sur l'utilisation de bateaux pneumatiques. D'autres annonçaient la vente

de combinaisons en néoprène. «J'ai vu sur Internet que la frontière était ouverte et j'ai décidé de partir», raconte Omar Danbor, 17 ans, originaire de Fnideq, alors qu'il regagnait la côte, épuisé. On ne sait pas qui se trouvait derrière les affirmations selon lesquelles la frontière était ouverte ni qui gérait nombre de ces comptes sur les réseaux sociaux, dont plusieurs ont été supprimés peu après les traversées. Associated Press, AP, a contacté plusieurs comptes mais n'a reçu aucune réponse. Lorsque les migrants sont arrivés sur les côtes de Ceuta, un chaos total a éclaté sur l'étroite digue en béton par laquelle beaucoup ont tenté d'atteindre la terre ferme. Selon plusieurs migrants, tout le monde s'est précipité en même temps sur les rochers glissants, en se bousculant et en grimpant les uns sur les autres. Plusieurs disent avoir vu des personnes tomber à l'eau et se retrouver coincées sous les autres, incapables de remonter à la surface tandis que les migrants se disputaient chaque mètre pour atteindre la terre. «J'ai marché sur le visage d'un homme mort en sortant de l'eau. Que Dieu me pardonne, ainsi qu'à tous ceux dont les corps ont été retrouvés», a confié Lahcen Kalouch, un migrant marocain, arrivé à Ceuta avant de rentrer chez lui, brisé. Au moins 72 personnes sont mortes du côté espagnol de la frontière. Onze autres sont mortes du côté marocain. Des dizaines de milliers de migrants sont depuis rentrés au Maroc, soit après avoir été expulsés, soit parce qu'ils sont partis d'eux-mêmes face au manque de logement, de nourriture et d'eau à Ceuta.

Certains migrants ont mal interprété les dernières réformes législatives en Espagne, parmi lesquelles les mesures de régularisation migratoire du président du gouvernement, Pedro Sánchez, et une décision de justice qui limite la capacité des autorités à renvoyer immédiatement les migrants qui atteignent Ceuta à la nage. Les récents efforts de Sánchez pour régulariser des migrants ne concernaient que les personnes qui résidaient déjà en Espagne avant le 1er janvier, dont la plupart viennent d'Amérique latine et sont entrées légalement en Espagne avant d'y rester plus longtemps que ne l'autorisait leur visa. Mais au Maroc, certains ont mal compris cette politique, pensant qu'on les laisserait rester. «Pedro Sánchez est un menteur. Il nous a dit que si nous venions, nous aurions du travail et des papiers, mais on nous a renvoyés», a déclaré Adam Assil, un migrant originaire de Casablanca, alors même que Sánchez n'a jamais formulé une telle promesse.

avec AGENCES ■

Le journal Le Soft International est une publication de droit étranger, propriété de FINANCE PRESS GROUP en sigle FINPRESS Groupe, FPG.

FINANCE PRESS GROUP
RCCM
KIN/RCCM/15-A-27926
Id. Nat.
01-93-N00932M

Le Soft International
Global site
lesoftonline.net
lesoft.be
Kin's
kin-s.net
LeSoftConcept
LeWebSoftConstruct
InterCongoPrinters
RadioTéléAction
Masimanimba.
Grand Bandundu
info@lesoft.be
SIP-AFRIMAGES
B-1410 Belgique.
Tél 00-32-488205666.
Fax 00-322-3548978.
eFax 00-1-707-313-3691

DIRECTEUR GÉNÉRAL.
Yerkis Muzama Muzinga.
Phone +243-818371479.

Directeur associé
Yves Soda.

RÉDACTION.
T. Matotu
D. Dadei
Alunga Mbuwa.

DIRECTION COMMERCIALE.
Phone +243-818371479.

Directeur de la publication.
Mankana Makasi.
AMP Agences et Messageries de la Presse Belge. Accords spéciaux.
Trends. Trends, Tendances. Le Vif/
L'Express. Knack.
© Copyright 2026 FINPRESS.
Imprimé à Kinshasa
InterCongoPrinters

Autorisation de diffusion en R-DC.
M-CM/LMO/0321/MIN/08 datée 13 janvier 2008.

